

Archaeology and Heritage Sciences. Research, Training and
Management: Stages of a Career

**Archéologie et sciences du patrimoine. Recherche, formation
et gestion: Les étapes d'un parcours**

Abdelaziz Touri

Archéologue, ancien Secrétaire général du ministère de la Culture

Abstract: This paper retraces the three major phases of my career as archaeologist and senior civil servant spanning some forty years of professional life. This career was built on a solid academic training (I hold a doctorat de III^e cycle and a PhD. in archaeology and Islamic art history from the University of Paris-IV-Sorbonne) and field training conducted at the medieval site of Belyounech; my professional activity has focused on three areas of equal importance: research, teaching, and administration. In addition to field work conducted at Belyounech, I have been involved in several field projects in other regions of Morocco including the High Atlas (Tinmal), the Gharb ('Ayn Qarwāsh), the Jbala-Ghomara (Targha, Tigiās and Chefchaouen), and Dadès (Tirigiwt). My teaching career started at Mohammed V University in Rabat (Faculty of Letters and Humanities), then at the Moroccan Institute of Archaeology and Heritage Sciences (INSAP). During my 12 years as head of the Heritage Directorate at the Ministry of Cultural Affairs, I relied on the graduates of INSAP, an Institute I co-founded, to implement my vision for a better organization, management, and promotion of the cultural heritage sector in Morocco; I adopted a proactive approach to achieve this vision.

Keywords: Career, Research, Teaching, Administration, Promotion, INSAP, Heritage Directorate.

Aux lendemains de l'Indépendance du Maroc, les principales disciplines intéressant le patrimoine (archéologie, muséologie, inventaire) vivaient des situations presque analogues aussi bien sur le plan de la recherche que de la gestion. C'est que l'essentiel du personnel scientifique et administratif était resté composé de cadres étrangers. En zone anciennement sous Protectorat français, Maurice Euzennat (1926-2004), un temps nommé inspecteur, avait pris la succession de Raymond Thouvenot en 1955 pour diriger le Service des Antiquités du Maroc jusqu'à son départ en 1962. Quatre années avant son retour en France, il prit l'initiative de se faire seconder dans ses activités de recherche archéologique par plusieurs de ses concitoyens, alors membres de l'École française de Rome: Claude Nicolet, Jean-Pierre Callu, René Rebuffat, Jean-Paul Morel et Jean-Marie Dentzer. En zone espagnole, c'était Miguel Tarradell (1920-1995) qui fut mis en 1948, à la tête du Service Archéologique et

du Musée de Tétouan, succédant, lui, à Pelayo Quintero Atauri.¹ Nombre de ses compatriotes évolueront avec lui ou sous ses ordres, tels que Antonio Arribas Palau, E. Ripoll Perello ou encore Carlos Posac Mon. Ce dernier sera d'ailleurs à l'origine de la création de l'*Instituto de Estudios Ceuties* ainsi que de la *Sala Municipal de Arqueologia*, qui deviendra quelques années plus tard le *Museo Municipal*.

En ce qui concerne la fonction de conservateur des sites et des musées, force est de constater qu'elle était aussi assurée par des administrateurs des mêmes nationalités: Armand Luquet (1899-1976) était à Volubilis, Michel Ponsich (1927-2010) à Tanger,² Jean Boube à Rabat (Sala),³ Miguel Tarradell à Lixus, par exemple.

En conséquence, la direction des travaux de recherche et la publication des résultats, la gestion des sites archéologiques majeurs et l'administration des principaux musées, étaient donc restées l'apanage des cadres français et espagnols. Les limites de cet article ne permettant pas de s'étendre longuement sur ces faits; on indiquera simplement qu'en zone française, par exemple, le directeur général, les inspecteurs – au nombre de trois –, les chargés de mission (deux), et les collaborateurs principaux (cinq) étaient tous français. Les employés subalternes, treize au total, étaient, eux, marocains. Le produit des investigations de terrain (prospections et fouilles) trouvait place, d'abord, dans les pages des revues spécialisées des institutions françaises⁴ et espagnoles.⁵ En 1935, la première livraison des *Publications du Service des Antiquités du Maroc* (PSAM) est parue. La collection se spécialisera dans la publication d'articles conséquents et de monographies importantes. En 1957 le *Bulletin d'Archéologie Marocaine* (BAM) est lancé. Il deviendra l'organe principal de publication d'articles relevant aussi bien de la Préhistoire que des époques antiques et islamiques. Un simple examen de la bibliographie archéologique des 44 années de Protectorat et des premières années de l'indépendance suffit pour avoir une idée à la fois des travaux effectués et de leurs auteurs.⁶

Dans cette situation de monopole de la recherche et de la direction des sites et musées que détenaient français et espagnols – situation somme toute logique si l'on

1. P. Quintero Atauri occupait les fonctions de conservateur du Musée archéologique de Tétouan et de chef du Service des Antiquités depuis 1939.

2. Michel Ponsich a été tour à tour Inspecteur des Antiquités de Tanger et de sa région, conservateur du Musée Michaux-Bellaire de Tanger puis du Musée archéologique de Tétouan, directeur des fouilles des sites du Nord-Ouest (Tanger, Lixus, Cotta, Kouass), pour couronner sa carrière comme Inspecteur des Antiquités et Monuments historiques du Maroc septentrional.

3. Jean Boube a commencé par travailler à Volubilis, puis a occupé la fonction d'inspecteur de Rabat et ses environs avant de se consacrer entièrement à la recherche archéologique de terrain et faire toute sa carrière à Chellah. Durant ses premières années au Maroc, J. Boube avait soutenu les revendications nationalistes pour l'indépendance du pays. Au lendemain de celle-ci, il devint même fonctionnaire chérifien et dû, pour un temps, suspendre son appartenance au CNRS.

4. Tel le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*.

5. Comme *Al-Andalus* (*Boletín de la Asociación Española de Orientalistas*) et *Tamuda*, cette dernière était publiée à Tétouan de 1953 à 1959.

6. Abdelaziz Touri, *Archéologie et sciences connexes au Maroc. Bibliographie générale*, à paraître.

considère le poids de l'administration coloniale et de ses orientations politiques et idéologiques –, une exception est cependant à relever. Elle est incarnée par l'étonnant parcours d'Ahmed Meknasi (1923-1976). Considéré comme le premier archéologue marocain, son parcours est on ne peut plus atypique. Archiviste et bibliothécaire de formation, il était venu à l'archéologie par le pur des hasards: sa rencontre avec Miguel Tarradell au tout début des années 1950. Auprès de ce dernier, il apprit les fondements et les méthodes de l'archéologie de terrain; et son intérêt pour les vestiges de la période islamique ne fut pas un frein à son activité sur les sites antiques de Tamuda et Lixus. Ses explorations touchant aux vestiges islamiques, il les mena principalement à Qsar Sghir, Badis et Nekkour et choisit d'en étudier particulièrement la céramique. Mais il manifesta aussi un intérêt pour la numismatique,⁷ eut à son actif la publication d'une carte archéologique du Maroc et s'essaya même à produire un Lexique franco-arabe des termes archéologiques latins.⁸

La réussite de Meknasi est un cas singulier dans une période où l'investigation archéologique était très active, connaissant le déploiement de plusieurs équipes un peu partout à travers le Maroc. Elle n'était rien d'autre que le résultat d'une volonté et d'une ténacité inébranlables d'un individu qui s'est formé "sur le terrain." Surtout que, comme dans nombre de domaines qui requièrent une formation, l'administration coloniale, française et espagnole, n'avait pas cru important ni nécessaire de former des cadres marocains.⁹ Pourtant, c'est à la recherche des racines ancestrales du Maroc que les archéologues s'employaient.

A l'instar de l'archéologie, la muséographie et l'inventaire du patrimoine étaient aussi gérés par les français et les espagnols. En zone française, ce fut Prosper Ricard qui eut la charge de créer et d'organiser les premières institutions muséales du pays: Al-Batha à Fès et les Oudaïas à Rabat, toutes deux fondées en 1915. A la base, l'ouverture de ces deux musées avait pour corollaire la recherche et l'inventaire des arts traditionnels ancestraux, dans un but de protection et de sauvegarde.¹⁰ Des unités de documentation furent ainsi créées dans certaines des grandes villes. Une moisson de fiches descriptives de plusieurs arts et métiers (architecture, ébénisterie,

7. Dans ce domaine, il collabora avec G. Guastavino au classement et à la publication des monnaies arabes de la zone sous Protectorat espagnol, mais que ce dernier a publié avec son nom seul.

8. Dont il fit la présentation au Congrès d'arabisation tenu à Rabat en 1961 et qu'il publia la même année.

9. "Jusqu'à l'indépendance, l'emploi de personnel actif autochtone n'a jamais été envisagé au sein du Service des beaux-arts, antiquités et monuments historiques," Mylène Théliol, "Le Service des beaux-arts, antiquités et monuments historiques, clef de voûte de la politique patrimoniale française au Maroc sous la résidence de Lyautey (1912-1925)," *Outre-mers* 98, 370-371, 1^{er} semestre (2011): 193.

10. Rappelons qu'à cette fin, un Office des industries d'arts indigènes avait été créé en 1918. Il a ensuite été transformé en Service des Arts indigènes en 1920, pour changer encore de nom en 1940, et devenir *Service des Métiers et des Arts indigènes*. Prosper Ricard devait le diriger durant les 20 premières années de son existence. Il eut plusieurs collaborateurs de renom comme J. Revault, J. Baldoui, A. Mammeri et M. Vicaire.

Sur l'action de Prosper Ricard, voir Habiba Aoudia, "La fabrique du musée d'art marocain: l'œuvre de Prosper Ricard," *L'Année du Maghreb* 19 (2018): 37-53.

feronnerie, dinanderie, tapisserie, broderie etc.), accompagnées de dessins et de photographies, fut produite. Les cabinets de dessin établis dans les antennes régionales de l'Inspection des Monuments Historiques, des Médinas et des Sites classés¹¹ étaient, à l'époque, de véritables centres de documentation artistique et technique. Ils seront à l'origine d'une riche production¹² qui constituera une importante base de données aussi bien pour les travaux de restauration des monuments que pour la constitution de collections d'objets de musée.¹³

Le tournant de 1975

Aux premières années de l'Indépendance, la situation de la prise en compte des différentes composantes du patrimoine national n'évolua guère. L'organigramme général de l'administration en charge de ces composantes a gardé pratiquement le même schéma général. Les changements qui l'ont intéressé ont plus touché la dénomination des entités administratives¹⁴ en charge des secteurs des monuments, des sites et des musées que leurs attributions et les moyens humains et techniques mis au service de l'action de terrain. Certes, la direction générale est désormais confiée à des nationaux, comme celle intéressant une partie des établissements régionaux. C'est ainsi qu'en 1962, par exemple, Niamat Allah El-Khatib prendra la succession de Maurice Euzennat à la tête du Service des Antiquités qui changea de nom pour devenir Service de l'Archéologie. Ce changement de responsable s'inscrivait dans la droite ligne de la politique de marocanisation mise en place par l'État et qui toucha aussi bien l'administration que plusieurs secteurs de l'industrie et du monde des affaires.

L'année 1975 marquera un premier tournant décisif pour l'archéologie marocaine. C'est en cette année-là, en effet, que Madame Joudia Hassar-Benslimane prendra la direction du Service de l'Archéologie¹⁵ et entamera aussitôt la mise en

11. Entité créée par dahir en 1935, pour remplacer le *Service des Beaux-arts et des Monuments Historiques*. Elle fonctionnera sous la même dénomination jusqu'à l'avènement de l'indépendance, en 1956, pour ensuite devenir *Service des Monuments Historiques, des Arts et du Folklore*, sous tutelle de la *Direction des Beaux-arts*.

12. Relevés de modèles anciens dans leurs menus détails, dessins à l'échelle, photographies...

13. La Division de l'Inventaire du patrimoine culturel qui sera créée en 1979 par décret ministériel, profitera de cette riche moisson et s'emploiera à l'enrichir.

14. C'est ainsi que l'Inspection des Monuments Historiques, des Médinas et des Sites Classés deviendra Service des Monuments Historiques, des Arts et du Folklore, rattaché à la *Direction des Beaux-Arts*. Cette dernière fera successivement partie du Ministère de l'Éducation nationale et des Beaux-arts, du Ministère du Tourisme, de l'Information et des Beaux-arts, du Ministère de l'Enseignement Supérieur et des Affaires Culturelles, du Ministère des Habous et des Affaires Culturelles et, enfin du Ministère d'Etat chargé des Affaires culturelles, dont la création comme une entité institutionnelle à part entière est prononcée par *dahir* en date du 25 Avril 1974 et mise en application par décret daté du 26 août 1975.

15. Joudia Hassar-Benslimane avait intégré le ministère de la culture en 1972 et fut nommée, l'année suivante, Conservateur du musée archéologique de Rabat qui était alors "le plus important musée archéologique, sinon le seul, de toute la partie du Maroc anciennement sous protectorat français." Cf. Abdelaziz Touri, "Madame la Directrice Joudia Hassar-Benslimane (1943-2018)," *Le Jardin des Hespérides*, n°1 (2004-2005): 6-7.

place d'une nouvelle politique de recherche et de publication. Tout en gardant sa confiance à certains des chercheurs¹⁶ et conservateurs français¹⁷ en place, elle entama la recherche de cadres marocains pouvant travailler à ses côtés. Le problème est que ces derniers n'existaient pas. Mais foncièrement convaincue de la nécessité d'en trouver ou d'en former, elle mobilisa ses connaissances et fit appel aux chercheurs travaillant sur le terrain marocain. Et c'est dans ces conditions, et par un heureux hasard, que j'en suis venu à l'archéologie. Je dois cela à deux personnes respectables: Bernard Rosenberger¹⁸ en premier et Jean Boube ensuite.

Bernard Rosenberger a été le premier à m'avoir mis sur la voie de l'archéologie et de la recherche archéologique. C'est grâce à lui que j'ai pu découvrir cette discipline et m'y attacher. A travers ses relations avec Jean Boube, il avait eu vent du désir du Chef du Service de l'Archéologie de s'ouvrir sur les compétences marocaines. Aussi bien, lors d'une discussion au tout début des vacances d'été de 1976, il me convint de l'importance de la discipline pour l'histoire en général et celle du Maroc en particulier. Par sa maîtrise de l'art pédagogique, il me fit comprendre que mon attachement à l'histoire (la discipline) pouvait s'éclairer d'un jour meilleur en choisissant d'explorer ses péripéties non seulement à partir des sources textuelles mais aussi en questionnant ses traces matérielles. Il me fit apprécier qu'en matière de preuve historique, les traces matérielles du passé (vestiges et objets) valaient autant que les textes, sinon même qu'elles les dépassent, en ce sens qu'elles portent témoignage irrévocable du temps jadis. C'est que, de tout temps, les hommes ont marqué leurs territoires de signes indélébiles. A partir du moment où ces signes ne sont plus recherchés puis appréciés sous l'angle de leur seule beauté ou de la curiosité qui s'en dégage,¹⁹ mais de leur raison d'être (c'est-à-dire de leur utilité), ils deviennent de véritables éléments d'une histoire. Ils en sont même des marqueurs essentiels. Et l'archéologie est cette science des objets, qui cherche à les découvrir, à les étudier et à les interpréter afin de saisir des pans d'un passé ou d'une civilisation.

Cette entrevue fut à l'origine de ma venue à l'archéologie. Bernard Rosenberger me présenta et me recommanda auprès de Jean Boube.²⁰ Ce dernier

16. Le préhistorien J. Roche, les antiquisants J. Boube et M. Ponsich, notamment.

17. A. Luquet à Volubilis.

18. Bernard Rosenberger était l'un de mes professeurs à la Faculté des Lettres de Rabat avec lequel j'ai gardé le contact après qu'il ait quitté la faculté en 1972; contact qui s'est transformé en une solide amitié. D'une grande culture historique et d'une amabilité sans égal, il était très apprécié par les étudiants autant que par ses pairs. Sa méthode pédagogique, la profondeur de ses connaissances de l'histoire moderne du Maroc, sa pertinence dans l'analyse des faits historiques et sa permanente disponibilité ont marqué toutes les générations d'étudiants qui l'avaient eu comme professeur. C'est ici l'occasion de lui rendre un vibrant hommage.

19. "...le désir des objets peut nuire à la découverte..." Alain Schnapp, *La conquête du passé. Aux origines de l'archéologie* (Paris: Ed. Carré, 1993), 36.

20. J. Boube qui fouillait à Chellah était en relation très amicale et directe avec le Chef du Service de l'archéologie.

me présenta à Madame Benslimane au tout début de l'été 1976. L'entrevue dura près d'une heure en présence du Pr Michel Terrasse qui codirigeait alors, avec Madame Benslimane, une mission de fouille maroco-française à Belyounech, dans le Nord du Maroc.

A l'école de Belyounech

Cette entrevue fut capitale. Elle a été à la base d'une nouvelle étape dans ma vie professionnelle. Je dus en effet quitter l'enseignement secondaire où j'exerçais²¹ depuis la fin de mes études à la Faculté des Lettres et à l'École Normale Supérieure de Rabat.²² L'appui de Madame Benslimane dans l'opération de mon détachement pour rejoindre le Ministère de la Culture fut alors déterminant. Mais pour pratiquer l'archéologie, il fallait que je m'y forme. Madame Benslimane et Monsieur Terrasse me proposèrent de faire un premier stage avec eux, sur le site de Belyounech.²³ Ce dernier est un site rural, une *munya*²⁴ de la banlieue très proche de Sabta/Ceuta.

Ce tout premier séjour d'une quinzaine de jours sur un chantier de fouille, m'a permis de prendre un contact direct avec la réalité du terrain et de saisir combien la recherche archéologique était une opération à la fois contraignante et captivante. Il m'a également permis de constater qu'un chantier de fouille était – aussi – une école de la vie car il peut réunir un nombre significatif de personnes d'horizons et de compétences divers. Les amitiés s'y nouent si fortement que la fin des travaux et la fermeture du chantier sont toujours empreintes d'un air de mélancolie, voire de tristesse. Et les incompatibilités d'humeur qui pouvaient avoir existé entre des

21. J'ai enseigné l'Histoire et la Géographie durant 3 années au lycée Hassan II de Béni Mellal (1972-73 à 1974-1975) et une année au lycée Moulay Slimane de Fès (1975-1976).

22. J'avais rejoint en même temps la Faculté des Lettres et l'École Normale Supérieure de Rabat en 1968-69: la première pour y suivre un cursus d'histoire géographie, la seconde pour obtenir le diplôme d'enseignant du second cycle. L'inscription à l'École Normale, assortie de la signature d'un contrat de huit ans avec le Ministère de l'Éducation nationale était obligatoire pour l'obtention d'une bourse d'études supérieures. Sans cette bourse, aucune possibilité ne m'était offerte pour faire des études supérieures.

23. Belyounech est situé sur la côte méditerranéenne, au pied du Jbel Mūsā "que l'on a souvent identifié à l'une des colonnes d'Hercule. C'est le point de la côte marocaine le plus proche des rives andalouses." Cf., Michel Terrasse, "Recherches archéologiques d'époque islamique en Afrique du Nord," *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 120^e année, 4 (1976): 602.

Pour les sources ayant cité Belyounech, voir, entre autres, al-Bakrī, *Description de l'Afrique septentrionale* (Paris: Maisonneuve, 1965), texte 240-41, trad. 207-8; al-Idrīsī, *Description de l'Afrique et de l'Espagne*, ed. Reinhart Dozy et Michael Jan de Goeje (Leiden: E.J. Brill, 1866), texte 167, trad. 199-200; al-'Umarī, *Masālik al-absār fi mamālik al-Amsār*, I, *L'Afrique moins l'Égypte*, trad. Gaudefroy-Demombynes (Paris: Paul Geuthner, 1927), 197; Ibn Khaldoun, *Histoire des Berbères*, trad. de Slane, t. IV (Alger: Impr. du Gouvernement, 1856), 133 et surtout al-Ansari: Évariste Lévi-Provençal, "Une description de Ceuta musulmane au XV^e siècle (texte arabe), *Ikhtisār al akhbār li Muhammad B. al qāssim ibn 'Abd al Malik al-Ansārī*," *Hespéris* XII, 2^{ème} fascicule (1931): 145-76.

24. Les *munya/munia* sont "ces demeures de plaisance bâties au milieu de jardins et de vergers, parfois doublées d'une exploitation agricole," Cf., Terrasse, "Recherches," 602.

membres de l'équipe de fouille n'étaient plus, en ces instants de séparation, que les souvenirs d'un séjour d'intense labeur, durant lequel les sentiments pouvaient involontairement s'exacerber.

Toujours est-il qu'en tant que stagiaire, je fus mis dans les meilleures conditions possibles sous la responsabilité de Anne-Marie Eddé.²⁵ Et tout en apprenant les bases de l'investigation archéologique de terrain, j'eus l'occasion et la chance de tisser de solides amitiés avec quelques-uns des membres de la mission sur place.²⁶ Chacun m'apporta soutien et confort, commodités qui me confortèrent dans ma toute nouvelle expérience.

L'épisode du Service de l'Archéologie

Afin de pouvoir entamer cette expérience et de la mener à bon terme, il était impératif que je rejoigne le Service de l'Archéologie et que j'entame une formation universitaire supérieure. Grâce à Madame Benslimane, j'ai pu rallier le ministère de la Culture par le moyen d'une mesure de détachement administratif en novembre 1976. Grâce à elle aussi et au professeur Michel Terrasse, j'ai pu m'inscrire à l'université de Paris-IV-Sorbonne et regagner Paris à la fin de la même année pour y préparer mes diplômes supérieurs (Maîtrise, DEA et Doctorat).

Le séjour d'étude en France a duré quatre années, de 1976 à 1980, et fut conclu par l'obtention d'un doctorat de 3^{ème} cycle en Art et Archéologie islamiques.²⁷ Je rejoignis Rabat²⁸ à l'extrême fin du mois de décembre 1980 pour m'engager définitivement aux côtés de Madame Joudia Hassar-Benslimane. Cinq années durant (1980-1985), notre collaboration fut de tous les instants et de tous les chantiers. Mais notre action s'est focalisée sur trois domaines principaux:

25. A l'époque, jeune historienne médiéviste franco-libanaise qui ne tarda pas à gravir les échelons jusqu'à devenir, quelques années plus tard, professeur d'histoire médiévale des pays d'Islam à l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.

26. Patrice Cressier et Marie-Christine Danchotte en premier, mais aussi Sylviane Guyot, Micheline de Cardenal-Breton et Pierre-Louis Hardy. De tous ces amis, seul Patrice Cressier a continué dans la voie de la recherche jusqu'à devenir, aujourd'hui, l'un des tous premiers spécialistes de l'archéologie médiévale de l'Occident islamique (Maghreb et Andalousie). Ses travaux et publications sont de notoriété internationale et constituent des références indispensables - voire incontournables - pour la connaissance de l'histoire médiévale du Maghreb et de l'Espagne musulmane.

27. Mon terrain de recherche était la médina de Fès. Sur proposition du professeur Michel Terrasse, j'ai mené un travail sur les mosquées et salles de prière anciennes des deux rives de la médina et le travail qui en est sorti avait pour titre: "*Les oratoires de quartier de Fès, essai d'une typologie*," thèse préparée sous la direction du Professeur Janine Sourdel-Thomine et soutenue le 20 décembre 1980. Cette thèse doit beaucoup aux conseils et au suivi du professeur Michel Terrasse. C'est ici l'occasion pour rendre hommage à ces deux éminentes figures scientifiques de Paris-IV Sorbonne et de l'École Pratique des Hautes Etudes en Sciences Sociales qui m'ont été d'un constant appui durant mon séjour parisien.

28. Non sans avoir inscrit un sujet de thèse d'Etat à la même université parisienne et sous la direction du même professeur, Madame Janine Sourdel-Thomine. J'avais choisi cette fois-ci de travailler sur l'habitat domestique de Marrakech.

- La consolidation des orientations de la politique de recherche mise en place au milieu des années 1970.²⁹ Les équipes de recherche sont désormais tenues de procéder à la publication des résultats de leurs investigations tous les cinq ans. A défaut, le travail de terrain ne pouvait reprendre;

- La promotion de l'archéologie auprès des hauts responsables du ministère de la Culture,³⁰ comme auprès du public;³¹

- La formation. Ce dernier chantier a sans doute été l'un des plus importants car le manque de cadres marocains diplômés en archéologie était criant.³² L'archéologie marocaine – comme tous les autres domaines du patrimoine – ne pouvait plus se complaire dans la situation qui était la sienne depuis l'époque du Protectorat. Elle ne devait plus se satisfaire de l'apport exclusif des seules équipes étrangères. Par ailleurs, la prise en charge du domaine ne pouvait pas non plus être l'apanage de deux seules personnes: le chef du Service de l'Archéologie et son adjoint. En effet, assoir une politique nationale de recherche et de protection/préservation nécessitait la constitution d'équipes marocaines armées de bonnes connaissances scientifiques et techniques. Sans ces armes-là, nulle possibilité pour tout (futur) chercheur/responsable de réussir dans sa tâche. Est-il nécessaire ici de rappeler l'importance de tout ce qui concourt à la découverte et la conservation du patrimoine archéologique: la maîtrise des méthodes et moyens de prospection et de fouille, la constitution d'une documentation scientifiquement exploitable,³³ une bonne connaissance de la

29. Principalement la codirection des chantiers de fouille (deux directeurs, l'un étranger l'autre marocain). Ce à quoi sont venues s'ajouter la révision des modalités de coopération. Ces dernières sont désormais basées sur des accords qui définissent les limites de la coopération et soulignent les apports (logistiques) des deux parties signataires. La Commission mixte maroco-française pour le développement des recherches archéologiques fut longtemps l'exemple d'un cadre administratif de coopération réussie. Y étaient annuellement traités les résultats des recherches, l'état d'avancement des publications et les nouvelles programmations de fouille ou de prospection. Ce fut aussi l'organe au sein duquel les problèmes qui pouvaient survenir étaient résolus; de même qu'y étaient traités 'les dérapages' des chercheurs, comme par exemple la publication sans accord préalable dans des revues étrangères ou la communication sans autorisation des résultats des fouilles dans des réunions, des colloques et séminaires, etc.

30. L'appui du ministère se réduisait principalement à l'allocation d'un budget annuel dont la part réservée à la rubrique fonctionnement était plus importante, et de loin, que celle allouée à la recherche (prospection, fouille, publication).

31. Le public marocain n'était nullement enclin à s'intéresser aux vestiges de son passé pouvant lui permettre de découvrir ses origines lointaines et diverses. Il n'était pas non plus éduqué à la fréquentation des musées. Ces derniers pourtant, exposaient quelques œuvres de première importance (bustes de Juba II et de Caton d'Utique par exemple), que les spécialistes considéraient comme des chefs-d'œuvre de l'art antique et qui sont uniques dans leur genre.

32. Jusqu'en 1979-1980, années de la soutenance de deux thèses de 3^{ème} cycle: celle de Joudia Hassar-Benslimane, "Recherches archéologiques à Salé. Etude d'un quartier" (Paris IV-Sorbonne, 1979) et celle de Abdelaziz Touri, "Les oratoires de quartier de Fès", on ne comptait aucun chercheur marocain détenteur d'un titre universitaire supérieur en archéologie. Voir *infra*, Le tournant fondamental du milieu des années 1980.

33. Tenue d'un journal de fouille (description précise des opérations), relevés et dessins à l'échelle, photographie et inventaire des vestiges et objets déterrés...

législation en matière de protection/préservation du patrimoine? Ces éléments sont autant de moyens indispensables pour transformer le potentiel archéologique d'un site en connaissance et en patrimoine à léguer aux générations futures.

Ces principes ne pouvaient s'acquérir sans une formation de haut niveau. Et ce fut le sujet qui nous occupa ces cinq premières années de travail commun. Il ne dut cependant pas nous éloigner de nos responsabilités administratives, ni de nos recherches de terrain. Chacun de nous a maintenu le rythme de ses investigations et les a diversifiées, porté par la volonté d'aller de l'avant et par les sensations qu'on se procurait chaque fois qu'on repérait l'inscription du temps dans le sol ou sur un monument.

La recherche archéologique de terrain

C'est ainsi que tout en apportant ma contribution à la mise en place administrative des orientations ci-dessus indiquées, je continuais à prendre part aux travaux de recherche en archéologie islamique. Fouilles d'abord et prospections ensuite ont occupé une place centrale de mon activité scientifique durant une décennie entière (1977-1987). Quatre principaux sites en ont été le théâtre: Belyounech, 'Ayn Qarwāsh, Tinmal et Targha.

Belyounech

C'est à Belyounech que mes premières armes d'archéologue ont été faites. Et c'est dans le secteur dit "de la tour" que j'ai entamé mon apprentissage.³⁴ Cette partie du site, la plus importante et dont les composantes étaient d'une architecture belle et soignée, surplombait directement la mer. Il s'agit en fait d'un palais qui se composait de plusieurs parties agencées en quatre paliers successifs dans une disposition sud-nord et dont les pièces d'habitation étaient centrées sur des patios intérieurs. D'importantes annexes avaient leur place à l'intérieur (hammam et oratoire)³⁵ et à l'extérieur (plusieurs moulins).³⁶ L'étude détaillée des architectures (matériaux et décors)³⁷ a permis d'apparenter cet ensemble palatin aux architectures du XIV^{ème} siècle mérinide.

34. On se rappellera que mon premier séjour sur la fouille de Belyounech avait duré deux semaines pleines. Cf., *supra*.

35. Qui "serait curieusement ménagé en mirador comme on en connaissait déjà à l'Alhambra de Grenade," Terrasse, "Recherches," 606.

36. Ces moulins étaient une preuve supplémentaire de la richesse de Belyounech. Ils étaient actionnés par la force hydraulique d'une eau abondante amenée depuis les sources par des canalisations organisées en paliers et disposées le long de la muraille protectrice extérieure du palais qu'elles longeaient.

37. La bâtisse associe des moellons plus ou moins assises à des arases et des chaînages de brique; les sols sont revêtus de *zellijs* et des pans de murs gardaient encore des restes de leurs anciens enduits décorés d'entrelacs géométriques peints.

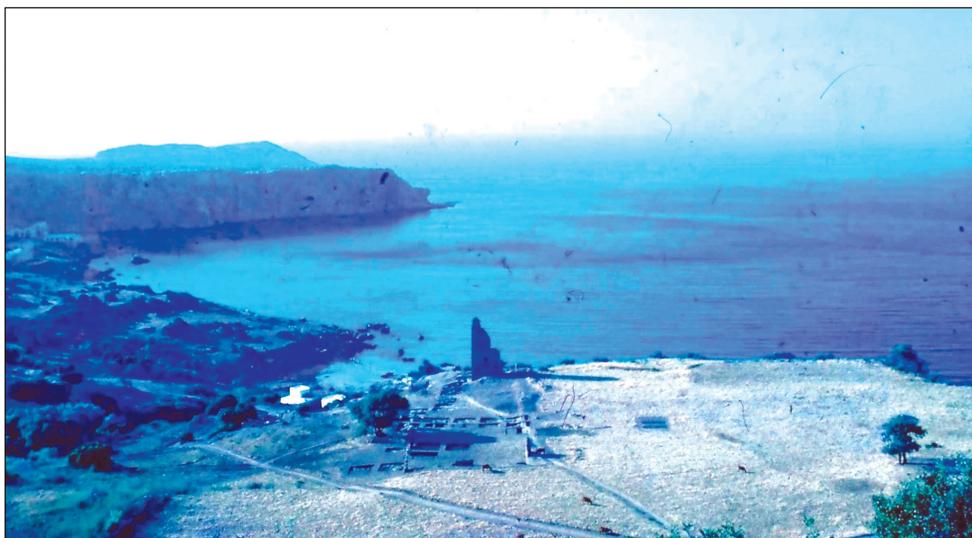


Fig. 1: Belyounech: vue d'ensemble de la *munya*; au premier plan le palais du X^{ème} siècle; au fond, la tour surplombant la mer
(Mission maroco-française de recherche archéologique à Belyounech).

A l'Ouest de ce premier ensemble s'élevait une maison isolée.³⁸ J'en fus le fouilleur durant trois campagnes successives (1978-1980). Les travaux ont permis d'y déceler deux états d'occupation. Le plan général de son état le plus récent se composait de quatre pièces principales disposées autour d'un patio central, occupé en son milieu par un bassin. Deux de ces pièces comportaient des éléments distinctifs: celle du Nord (la plus spacieuse) possédait deux alcôves et était précédée d'un portique tripartite. La salle orientale, elle, était ornée d'une vasque centrale, placée exactement au milieu de la pièce. C'était un élément ornemental qui apportait un air de fraîcheur et ajoutait au raffinement de cette demeure. Quant à l'état antérieur, il a été révélé par des sondages de vérification pratiqués dans le sol du patio, au niveau du portique de la salle septentrionale. Cet état se composait d'un ensemble de trois murs qui faisaient partie d'une structure maçonnée dont les sols étaient faits d'un excellent *dass*.³⁹ L'examen minutieux de ce dernier⁴⁰ laissait entrevoir que ladite structure datait probablement du XII^{ème} siècle, et qu'en conséquence, l'occupation de cette partie du site pouvait bien remonter au moins à cette époque. La fouille menée dans une autre partie du site, à quelques mètres du "secteur de la tour," devait par la suite dégager les vestiges d'un palais remontant sans doute au X^{ème} siècle.⁴¹

38. Baptisée "maison du chantier IV."

39. Mélange de sable fin, de chaux, de savon traditionnel noir et/ou de jaune d'œuf, qui permet aux sols qui en sont constitués d'avoir une excellente qualité et une solidité à toute épreuve.

40. Examen qui a permis de le rapprocher des *dass* almoravides et almohades révélés par les fouilles entreprises au tout début des années 1950 à Marrakech. Sur ces derniers, voir, Jacques Meunié, Henri Terrasse et Gaston Deverdun, *Recherches archéologiques à Marrakech*, Publications de l'Institut des Hautes Études Marocaines, LIV (Paris: Arts et Métiers Graphiques, 1952), 27, note 6.

41. A ce propos, voir Michel Terrasse, "Archéologie d'un jardin retrouvé," in *Le grand Atlas de l'archéologie* (Paris: Encyclopædia Universalis, 1985), 160-61.

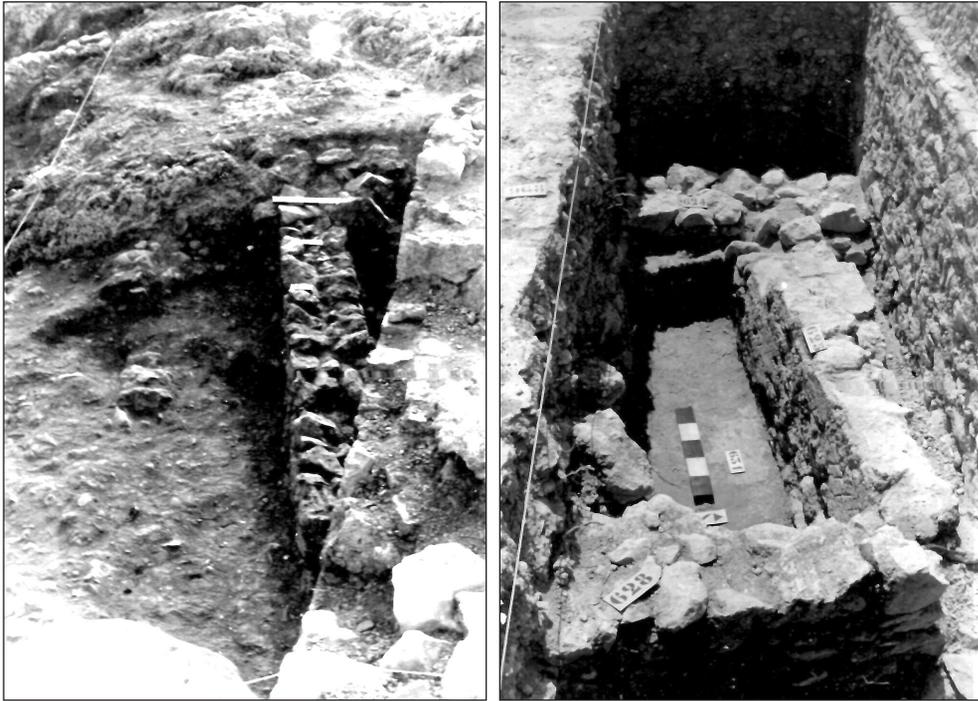


Fig. 2: Belyounech: vestiges de l'état antérieur (XII^{ème} siècle) de "la maison du chantier IV" apparus sous le sol du patio
(Mission maroco-française de recherche archéologique à Belyounech)

'Ayn Qarwāsh

En 1976, le creusement d'une canalisation pour l'acheminement de l'eau potable au village de 'Ayn Qarwāsh, sis aux confins du Gharb et du Pré-Rif,⁴² entraîna la mise au jour de quelques vestiges à fonction hydraulique. Il s'agissait d'une conduite d'eau et d'une vasque ronde ménagée au centre d'un petit bassin qui occupait le milieu d'une structure sensiblement carrée, que délimitait quatre piliers arasés situés chacun dans un angle. Les sols de la vasque et de la structure sont recouverts de *zellijs* polychromes.⁴³ La découverte en rase campagne de ces vestiges au travail si soigné avait soulevé bien des hypothèses. La plus probable était qu'on se trouvait ici aux abords immédiats de Tafartast,⁴⁴ site sur lequel une sanglante

42. Douar situé sur la rive droite de Oued Ouergha, principal affluent de fleuve Sebou, à une cinquantaine de kilomètres au Sud de la ville de Ouezzane.

43. Ces éléments ont été mis au jour par deux campagnes de fouille de sauvetage dirigées par Mme Joudia Hassar-Benslimane en 1976 et 1977, et auxquelles j'avais pris part. Voir, Joudia Hassar-Benslimane, "Ain karuash, un nouveau site archéologique islamique dans le Gharb," *Bulletin d'Archéologie Marocaine* XII (1980): 361-76.

44. Ancien bourg cité par plusieurs sources du XIV^{ème} siècle comme *adh-dhakhīra as-saniyya fī tārikh ad-dawla al-marīniyya* d'Ibn abī Zar' (Ar-ribāt: Dār al-Manṣūr li aṭ-ṭibā'a wa-l-wirāqa, 1972), 34-5;

Ibn abī Zar', *Al-anīs al-muṭrib bi-rawḍi al-qirtās fī akhbār mulūk al-Maghrib wa-tārikh madīnat Fās* (Ar-ribāt: Dār al-Manṣūr li aṭ-ṭibā'a wa-l-wirāqa, 1972), 286, ou encore *Histoire des Berbères* d'Ibn Khaldoun, t. IV, 119. Voir aussi, Jean-Léon L'Africain, *Description de l'Afrique*, trad. A. Epaulard, vol. I (Paris: Adrien-Maisonneuve, 1956), 251 et note 383.

bataille s'est déroulée en 1217 entre les armées mérinides et les tribus arabes Riyah. Au cours de cet affrontement meurtrier, le prince mérinide 'Abd-al-Ḥaqq et son fils Idrīs trouvèrent la mort et furent enterrés sur place. Plus de soixante ans plus tard, en 684/1285, le site est sacralisé: Abū Yūsuf Ya'qūb ibn 'Abd al-Ḥaqq (1258-1286) y édifia une *zāwiya*⁴⁵ et en fit un lieu de pèlerinage. Le soin avec lequel cet ensemble à patio avait été érigé en pleine campagne, laissait quelque peu perplexe. Mais lorsqu'on sait que le sultan Abū al-Ḥasan (1331-1348) l'avait aussi embelli d'une belle décoration et l'avait hissé au rang de première nécropole royale de la dynastie, on ne peut s'empêcher d'entrevoir l'importance symbolique qu'il pouvait réellement avoir. Les vestiges retrouvés appartenaient-ils à cette nécropole ou en avaient-ils une quelconque relation? La réponse à cette question reste tributaire de la reprise des recherches restées inachevées depuis 1977.

Tinmal

Tinmal est le berceau de la dynastie des Almohades. Située à une centaine de kilomètres de Marrakech, en pleine montagne du Haut-Atlas, cette localité aujourd'hui simple village de montagne, a été le tout premier siège du pouvoir impérial naissant. Mais de toutes ses composantes, seule la grande mosquée et une partie des remparts ont défié le temps.⁴⁶ La grande mosquée est l'un des chefs-d'œuvre majeurs de l'art et de l'architecture islamique d'Occident. De ce fait, elle souleva tôt l'intérêt des chercheurs et des spécialistes,⁴⁷ mais aucune fouille n'y avait été pratiquée. En 1981, une équipe conjointe du Service de l'Archéologie et de l'Institut archéologique allemand de Madrid a mené une campagne d'étude du sanctuaire alliant une analyse détaillée de l'architecture et des sondages de vérification.⁴⁸ Cette étude a permis d'éclairer d'un jour nouveau l'histoire de la mosquée et de vérifier bien des détails de son programme architectural, comme par exemple l'intention de la doter d'un *riwāq* nord et la question de son alimentation en eau.

45. Qu'an-Nāṣirī qualifie même de *ribāt*; Cf., Aḥmad Ibn khālid an-Nāṣirī, *Al-'istiḡṣā li akhbār duwali al-Maghrib al-'aḡṣā*, tome III (Ar-ribāt: Wizārat al-thaqāfa wa-l-'ittiṣāl, 2001), 64.

46. Quartiers, places, souks et jusqu'aux tombeaux du Mahdī Ibn Tūmart et des premiers califes de la dynastie ont totalement disparu. Le pouvoir et les armées mérinides étaient passés par-là. La mise au jour de cette cité attend toujours d'être retrouvée et étudiée dans l'intégralité des éléments qui la constituaient.

47. Pour une bibliographie exhaustive sur Tinmal, Touri, *Archéologie et sciences connexes*.

48. L'équipe ayant mené ces investigations se composait de Mme Joudia Hassar-Benslimane et moi-même pour la partie marocaine et Christian Ewert et Jens-Peter Wisshak pour la partie allemande. Sur cette importante campagne et ses résultats, voir, Joudia Hassar-Benslimane, Christian Ewert, Abdelaziz Touri & Jens-Peter Wisshak, "Tinmal 1981, fouille de la mosquée almohade," *Bulletin d'Archéologie Marocaine* XIV (1981-82): 277-330. Une version allemande de cet article a été publiée dans *Madriider Mitteilungen*: J. Hassar-Benslimane, Ch. Ewert, A. Touri, J.P. Wisshak, Grabungen in der almohadischen Moschee Band 23 (1982) Deutsches Archäologisches Institut/Abteilung Madrid: 440-466. Les sondages pratiqués visaient la vérification d'hypothèses de recherche soulevées principalement par l'excellente étude de Henri Basset et Henri Terrasse, *Sanctuaires et forteresses almohades* (Paris: Larose, 1932).

Targha, Tigisās et Chefchaouen

Au tout début des années 1980, des accords de coopération scientifique furent signés entre le Service de l'Archéologie du Maroc et la Casa de Velázquez à Madrid. Ils donnèrent lieu à un premier programme de recherche dans la région des Jbala-Ghomara, au Nord du Royaume. Il s'agissait d'une mission de prospection⁴⁹ visant à éclairer l'histoire de ce territoire, aussi bien dans son évolution propre que dans ses relations avec Chefchaouen⁵⁰ d'une part et l'Andalousie toute proche de l'autre, et que les données textuelles ne permettent guère de très bien cerner. Dans ce vaste pays, une zone a été privilégiée: celle qui s'étend entre Oued Laou à l'Ouest et Jabha/Jebha à l'Est. Mais le gros des efforts a concerné particulièrement deux anciennes localités: Targha⁵¹ en premier et Tigisās ensuite,⁵² cette dernière bénéficiant d'un court séjour conclu par un sondage particulièrement fructueux. De même, l'activité a concerné des villages montagnards (Ghāruzim/Gharouzim), et le fond de la vallée que traverse Oued Laou jusqu'à la côte. Plusieurs bourgades furent ainsi visitées et sommairement documentées (Tarzoute, Tirinas) et une multitude de monuments encore en élévation (mosquées rurales, fortin, tours côtières) ou plus ou moins délabrés (forteresses, ponts), ont été repérés et renseignés. Une part des investigations de l'équipe fut réservée à l'étude des anciennes installations hydrauliques (bassins et puits) en relation avec la mise en valeur des embouchures des cours d'eau et des replats proches des hameaux. Par ailleurs, le milieu urbain de cette zone septentrionale du Maroc n'a pas été complètement exclu de nos explorations. La ville de Chefchaouen avait retenu notre attention aussi bien par le rôle de capitale qu'elle fut que par l'importance de son urbanisme traditionnel typique et des monuments importants qu'elle renferme encore. De ces derniers, nous eûmes à réserver une étude monographique à la grande *qasba*,⁵³ "élément charnière dans le dispositif défensif musulman face aux tentatives de pénétration chrétienne... un monument bien daté et issu d'une politique volontariste."⁵⁴ L'analyse de son architecture que domine une tour massive essentiellement en

49. Placée sous ma direction, l'équipe mixte qui y participa se composait de moi-même et de Larbi Erbaty en tant que membres marocains, et de Patrice Cressier (Casa de Velázquez, Madrid), André Bazzana et Yves Montmessin (CNRS, Maison de l'Orient Méditerranéen, Lyon) représentant les institutions françaises impliquées dans ce programme.

50. Siège d'une principauté fondée au XV^{ème} siècle.

51. Targha a été citée au XIV^{ème} siècle par al-'Umarī dans son *Masālik al-Abṣār fī Mamālik al-Amṣār* comme faisant partie des quarante villes que comptait alors le Maroc. Sur les travaux qui y furent menés, voir, André Bazzana, Patrice Cressier, Larbi Erbaty, Yves Montmessin et Abdelaziz Touri, "Première prospection d'archéologie médiévale et islamique dans le Nord du Maroc (Chefchaouen - Oued Laou - Bou Ahmed)," *Bulletin d'Archéologie Marocaine* XV (1983-1984): 367-450.

52. Tigisās qui fut "capitale d'une principauté idrisside, puis très vite siège d'un gouvernorat omeyyade, [connut un développement significatif jusqu'à devenir], l'une des principales villes maritimes de la côte septentrionale du Maroc, commerçant tant avec l'Espagne musulmane qu'avec la Catalogne;" Cf., Bazzana et al., "Première prospection," 377.

53. Voir, Abdelaziz Touri, André Bazzana et Patrice Cressier, "La qasba de Shafshāwan," in *Castrum* 3: Guerre, fortification et habitat dans le monde méditerranéen au moyen âge (Madrid, Rome: Casa de Velázquez, École française de Rome, 1988), 153-62.

54. Touri, "La qasba," 154.

tābya, combinée à celle de l'histoire de sa fondation même, a permis une approche de sa fonction de *castrum*, c'est-à-dire à la fois siège d'un pouvoir politique et camp de rassemblement des combattants de la foi.



Fig. 3: Targha: Dār as-Sultān
(Mission de recherche archéologique dans les Jbala-Ghomara, octobre 1982)

Recherches dans la vallée du Dadès

La vallée de Oued Dads/Dadès, comme ses semblables subatlasiques Tudğa/Todgha et Zīz, est réputée pour ses architectures de terre. Elle fut aussi, dans l'histoire du Sud-Est marocain, une artère fondamentale et une voie de passage obligée entre Sijilmāsa et le Tafilalt d'un côté et les plaines nord atlasiques et Marrakech de l'autre. La découverte d'un ancien texte manuscrit dans les archives familiales de M. Hammam⁵⁵ a été à l'origine de l'étude de *Tirigiwt*, un village abandonné de la région. Organisation spatiale, matériaux et techniques de construction, système défensif⁵⁶ ont été les principaux éléments décrits et analysés. Mais la prise en

55. Mohammed Hammam était professeur d'histoire du Moyen-Âge à la Faculté des Lettres de Rabat. Ledit texte traite de l'entretien du rempart du village en application du droit coutumier (*izrflazrf*) local. Voir Abdelaziz Touri et Mohammed Hammam, "Tradition écrite et architecture: acte coutumier d'un village du Dadès: 'Tirigiwt'," *Hespéris-Tamuda* XXIV, fascicule unique (1986): 213-30.

56. Ce système composé d'abord d'une double muraille aux courtines distancées l'une de l'autre de 1,50m, puis de tout un dispositif extérieur composé d'un maillage de tours de guet et de défense (*Aguddīm-s* en Tamazight) éparpillées sur plusieurs centaines de mètres aux alentours et établies à distance régulière selon un schéma dont la base d'implantation est la portée d'un coup de feu tiré d'un fusil. Sur le rôle de ces tours, voir aussi Abdelaziz Touri, "Problématiques d'une recherche d'histoire et d'archéologie médiévales dans les régions du Maroc pré-saharien," in *L'Histoire du Sahara et des relations transsahariennes entre le Maghreb et l'Ouest africain du Moyen âge à la fin de l'époque coloniale* (Bergamo: Gruppo Walk Over, 1986), 23 sq.

compte du territoire environnant a permis aussi de noter la densité de l'occupation humaine.⁵⁷ L'une de ces concentrations est un village de potiers qui porte bien son nom, *Iqeddarn*. Sa position au milieu de la dizaine de hameaux que compte l'endroit dit bien son importance dans l'approvisionnement en objets et ustensiles de la vie quotidienne d'une société pratiquant une agriculture de subsistance, basée sur une exploitation rationnelle et rigoureuse à la fois des parcelles cultivables et des ressources hydrauliques forcément modestes employées dans l'irrigation.

Le tournant fondamental du milieu des années 1980 et la création de l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine (INSAP)

L'archéologie est une discipline qui, contrairement à d'autres, doit se populariser pour exister. Pour cela, elle a besoin d'être enseignée – si possible à tous les niveaux de la scolarisation – puis d'être promue auprès des citoyens, tant il est vrai que le travail archéologique ne peut se comprendre sans une efficace pédagogie collective. Les citoyens sont en droit d'être sensibilisés au grand intérêt de l'étude des "archives du sol" qui constituent une part très importante de leur histoire. De même, ils doivent être avertis des risques quotidiens de l'érosion de ce patrimoine.

Nous avons vu auparavant quelle était la situation sous l'administration du Protectorat et durant les premières décennies de l'Indépendance: la formation était tout simplement absente des préoccupations des responsables d'alors.⁵⁸ On se préoccupait surtout de la protection/préservation des monuments et des sites pour laquelle plusieurs lois et règlements ont été émis. Mais au-delà des textes législatifs et réglementaires qui ont été promulgués⁵⁹ – et qui ont connu plusieurs modifications dans le but, chaque fois, de les rendre compatibles avec l'évolution du pays et des mentalités –, force est de constater que la formation des ressources humaines ne suivait pas. Si bien que, jusqu'au début des années quatre-vingt du siècle passé, ni l'une ni l'autre de ces exigences (enseignement et sensibilisation) n'était possible. Malgré les efforts entrepris par le Chef du Service de l'Archéologie et son adjoint auprès du ministère de la Culture et du ministère de l'Enseignement, pour que l'archéologie ait sa place dans le cursus universitaire, aucune suite favorable n'a pu être donnée. Pourtant, de 1965 à 1967, un cours d'archéologie et d'histoire de l'art islamiques était dispensé à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat dans le cadre du système des certificats.⁶⁰ Cette "première" était restée sans lendemain jusqu'à ce que, au tout début des années quatre-vingt, le Département

57. Sur un rayon de quelques centaines de mètres, on rencontre plusieurs petits bourgs comme Ayt Tazarin, Ayt Gmat ou Ayt Issi par exemple. Voir Touri et Hammam, "Tradition écrite," 223, fig. 1.

58. Voir *Supra*.

59. Dès 1912, un Service des Beaux-arts, Monuments Historiques et des Antiquités a été créé sur décision du Général Lyautey et les premières lois visant la sauvegarde des édifices marocains les plus typiques sont promulguées: dahirs du 26 novembre 1912 et du 17 juin 1914. Le texte officiel "Arrêté du 26 novembre 1912 créant le Service des beaux-arts, des monuments historiques et des antiquités," est publié dans le *Bulletin officiel du Maroc* 5 (29 novembre 1912); Voir, Mylène, "Le Service," 185.

60. Il s'agit ici du certificat d'histoire. Le cours en question était assuré par le professeur Michel Terrasse.

d'histoire de cette même Faculté ait accepté qu'un cours facultatif – conçu comme une introduction à l'archéologie – soit dispensé en 3^{ème} année d'Histoire.⁶¹ Nous nous attachâmes alors à faire saisir aux étudiants comment l'archéologie retraçait le passé des groupements humains dans le but de reconstituer leur histoire à partir de l'étude des vestiges et des traces matérielles laissés en milieu terrestre ou en milieu subaquatique et marin. Et par des exemples choisis, on démontrait que l'archéologie était la seule discipline qui pouvait autant documenter les périodes préhistoriques (qui couvrent une grande part du passé de l'humanité) que les périodes historiques. Au-delà, on faisait saisir les liens que l'archéologie pouvait avoir avec d'autres disciplines comme la géologie, la paléontologie (humaine et animale), l'histoire, l'histoire de l'art, et jusqu'à la géophysique et la chimie.⁶²

En fin de compte, si cette expérience a pu déclencher un début de sensibilisation à l'importance et à l'utilité de l'archéologie, elle ne put déboucher sur l'introduction de la discipline au sein de l'enseignement universitaire. La seule issue qu'on pouvait espérer à ce problème restait donc la mise en place de cet enseignement sous l'égide directe du ministère de tutelle, à l'instar de ce que l'on trouvait déjà chez d'autres départements ministériels.⁶³ Mais il était nécessaire de bien cerner les contours de la formation à dispenser en adéquation avec les besoins du ministère et les possibilités de recrutement des lauréats. Notons en effet, qu'à l'époque, les débouchés éventuels ne se trouvaient qu'au sein de l'administration de la culture. Il était donc de la plus haute importance d'assoir nos propositions sur une projection basée sur des données sûres et fiables.

Durant plusieurs mois, nous avons passé au peigne fin les formations en archéologie qui existaient dans certains pays européens (France et Espagne) et dans le monde arabe (Egypte, Syrie et Irak qui étaient les plus avancés dans le domaine).⁶⁴ Il nous est apparu que l'essentiel des cours se donnait dans les universités et que dans les pays arabes, un nombre important de lauréats n'arrivaient pas à avoir, souvent, la possibilité de faire valoir leurs compétences; les opportunités de recrutement posaient toujours de gros problèmes. Il fallait donc que l'on trouve, pour le Maroc,

61. Possibilité accordée par le Département d'histoire de la Faculté des Lettres de Rabat, dirigé alors par le regretté Larbi Mezzine avec lequel Mme J. Hassar-Benslimane et moi-même avions des relations d'amitié très cordiale. Laquelle a joué dans l'ouverture de ce cours qui dura cinq années et fut assuré d'abord par Mme Benslimane puis ensuite par moi-même. Nous étions tous deux vacataires.

62. La géophysique est fondamentale pour les prospections archéologiques tout autant que l'est la chimie pour les analyses en laboratoire des matières organiques mises au jour par les fouilles.

63. Comme Dar-al-Hadith-al-Hassania (1964) relevant du Ministère de Habous et des Affaires Islamiques, l'École Nationale Forestière des Ingénieurs (1970) relevant du Ministère de l'Agriculture, l'École Hassania des Travaux Publics (1971) sous tutelle du Ministère de Travaux Publics, l'École Supérieure des Sciences de l'Information (ESI, 1974), aujourd'hui sous tutelle du Haut-Commissariat au Plan, etc.

64. Le cas de la Tunisie était à part car le pays avait un Institut, l'INP (Institut National du Patrimoine) qui, en 1993, avait remplacé l'INAA (Institut national d'archéologie et d'art) mis en place dès 1957. Cependant, cet institut ne faisait pas de formation mais s'occupait de l'ensemble des missions concernant le patrimoine: fouilles et prospections archéologiques, restauration des bâtiments, inventaire, création et gestion des musées, organisation des activités scientifiques relatives au domaine et publications.

la meilleure formule pouvant permettre une bonne adéquation entre formation et recrutement.⁶⁵ Au bout du compte, un rapport détaillé consignait nos remarques et propositions⁶⁶ fut rédigé et soumis au ministre des Affaires culturelles de l'époque.⁶⁷ Mais notre idée de ne former qu'une vingtaine de lauréats par promotion n'avait pas eu l'adhésion espérée. Il nous a fallu plusieurs mois de discussion et d'explication pour convaincre le Ministre – et à travers lui le Gouvernement – de la pertinence de notre point de vue. La solution est venue d'une refonte du projet: au lieu que l'on s'occupe de la seule archéologie, nous dûmes proposer d'étendre la formation aux autres composantes du patrimoine. Nous nous sommes rendu compte, en effet, qu'aucune formation dans ces domaines du patrimoine (matériel et immatériel) n'existait, et qu'en réalité le patrimoine archéologique ne constituait qu'une partie du legs de notre longue histoire. A la fin de 1984, notre proposition fut acceptée: conçu comme un organe d'enseignement, de formation et de recherche en sciences de l'archéologie et du patrimoine, l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine (INSAP) est créé par décret ministériel no. 2-83-705 du 31 janvier 1985.⁶⁸

Durant les deux premières années d'activité de l'institut, j'y ai rempli les fonctions de directeur-adjoint auprès de la directrice, Mme J. Hassar-Benslimane, tout en y assurant des cours et tout en continuant mes travaux de terrain. Les premières promotions d'étudiants à rejoindre notre établissement avaient dû passer un concours d'entrée des plus difficiles. En plus de questions relatives à l'histoire du Maroc et à la connaissance de l'arabe et du français (commentaire de textes et traduction), ils durent subir un examen psychotechnique conçu en fonction du type de formation que l'on proposait.⁶⁹ Quant aux programmes, nous avons innové en introduisant deux matières d'importance à nos yeux: l'amazighe⁷⁰ et le latin. La connaissance de l'amazighe est fondamentale pour évoluer sur le terrain, non seulement pour converser avec les populations des régions où la langue amazighe est celle de la communication quotidienne, mais aussi pour comprendre les toponymes et saisir

65. Notre hantise était de former des lauréats chômeurs.

66. Nos propositions se résumaient en deux suggestions: tabler sur la qualité des lauréats (donc assurer une formation de haut niveau) et faire toujours coïncider le nombre de ces derniers avec les possibilités d'embauche du ministère.

67. Il s'agit du Pr. Saïd Belbachir, en poste de 1981 à 1985. Ancien directeur de l'École nationale d'administration publique, il avait été aussi Secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique.

68. Le texte de création prévoyait six départements répartis comme suit: trois d'archéologie (Préhistoire, Archéologie préislamique, Archéologie islamique), un d'anthropologie sociale, un cinquième de muséologie/muséographie et un sixième dédié aux monuments historiques. L'INSAP n'ouvrit réellement ses portes qu'au début de l'année universitaire 1986-87.

69. Pour cet examen nous avons eu recours à des spécialistes de la Faculté des sciences de l'éducation de Rabat.

70. Pour la première fois au Maroc, la langue amazighe (berbère) est enseignée en tant que matière. Tous les travaux qui se faisaient dans l'université marocaine (Rabat et Fès essentiellement) étaient des études sur la langue et les différents parlers (grammaire, lexicographie...). L'enseignement de la langue n'existait pas.

leurs significations.⁷¹ Quant au latin, nous considérons que pour se spécialiser en archéologie classique, il était nécessaire, voire primordial, de connaître cette langue, ou à défaut, d'en avoir quelques solides connaissances de base.

La direction des Musées, des Monuments Historiques, des Sites et de l'Archéologie

En 1988, je fus nommé Directeur des Musées, des Monuments Historiques, des Sites et de l'Archéologie au sein du Ministère des Affaires Culturelles.⁷² C'était la première fois qu'un universitaire spécialisé dans l'une des branches du patrimoine (en l'occurrence l'archéologie) était appelé à une telle charge. Auparavant, les unités administratives du domaine comme les musées et les monuments historiques,⁷³ étaient dirigées par des administratifs ou des architectes. J'avais accepté ce poste de responsabilité à l'échelle nationale dans le seul but de travailler à une refonte du domaine du patrimoine dans ses diverses composantes et de contribuer à faire évoluer la conscience qu'on en avait et l'approche qu'on lui appliquait. J'avais aussi à cœur d'œuvrer afin que les différents organes en charge de la gestion du patrimoine soient pourvus en ressources humaines qualifiées. Les premiers contingents de ces fonctionnaires me seront fournis par les lauréats de la première promotion de l'INSAP. Et durant les douze années que j'ai passé à la tête de la Direction du patrimoine, le recrutement des lauréats de l'Institut était resté prioritaire.

	89-90	90-91	91-92	92-93	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99
Préhistoire	-	07	06	-	10	07	01	-	-	-
Archéologie préislamique	-	07	06	07	-	-	-	-	-	-
Archéologie islamique	05	01	05	02	08	07	01	-	09	01
Monuments historiques	06	-	-	-	-	-	09	08	-	08
Anthropologie	05	05	-	08	-	-	06	-	-	-
Muséologie		-	-	-	-	-	-	02	08	07

Tableau 1. Lauréats de l'INSAP durant la première décennie 1989-1999 (Source: INSAP)

A ma prise de fonction, trois questions se présentaient à mon esprit:

- Si le patrimoine est inhérent à notre besoin d'histoire et de mémoire, quelle est la réalité de sa richesse et de sa profondeur historique et quel est le degré de connaissance et de conscience que nous en avons? A cette première question, le

71. Remarquons en passant que la toponymie marocaine est très majoritairement amazighe. L'enseignement de la langue était assuré par les professeurs Ahmed Boukous et El Houssaïn El Moujahid, aujourd'hui respectivement Recteur et Secrétaire général de l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM).

72. Cette entité prendra plus tard le nom de Direction du patrimoine.

73. Ces unités étaient des divisions comportant chacune deux ou trois services.

rapport établi par la mission conjointe du PNUD et de l'UNESCO diligentée pour évaluer le patrimoine marocain a vite fait de me donner une réponse explicite, relevant la richesse et la diversité de celui-ci et faisant des recommandations pour sa prise en charge.⁷⁴ Mais ce document si important avait pris de l'âge car il avait déjà dix années d'existence⁷⁵ et nombre de ses recommandations n'avaient pas été mises en application.

- Les moyens matériels, humains et législatifs existants sont-ils à même d'aider à une réelle prise en compte de ce legs pluriséculaire? La valeur et le niveau intellectuels des personnes qui en avaient la charge concordent-ils avec l'étendue de la tâche qui leur est demandée? A cette double interrogation, la réponse était loin d'être satisfaisante. Je la mesurais à sa juste valeur dès mes premiers instants d'exercice, car mis à part les architectes inspecteurs des monuments historiques,⁷⁶ les autres gestionnaires n'avaient aucune accointance avec le patrimoine.

- Quelle est la place du Maroc dans les organisations internationales spécialisées?⁷⁷ Si la présence du Maroc aux différentes réunions de ces instances était globalement respectée et assez continue dans le temps, elle l'était grâce aux représentations diplomatiques relevant du Ministère des Affaires Etrangères, en place dans les villes sièges de ces instances.⁷⁸ Le Ministère de la Culture y était tout simplement absent.

La restructuration et sa mise en place

Ces questionnements majeurs devaient donc constituer ma feuille de route pour la réorganisation du secteur. Mais la tâche s'est vite montrée ardue et il a fallu près de trois années pour la mener à bien. L'essentiel des actions entreprises se résumait en trois opérations d'envergure: une réorganisation de l'administration centrale, le renforcement des services régionaux et la mise en place de nouvelles entités spécialisées.

1. La réorganisation des unités et services composant l'administration Centrale

En 1987, date de mon arrivée à la tête de la Direction⁷⁹ créée deux ans auparavant,⁸⁰ celle-ci se composait de deux divisions pourvues chacune de plusieurs

74. Voir Rapport final UNDR/MOR 74/005.PNUD/UNESCO (Paris: 1978): "Inventorisation du patrimoine culturel national. Résultats et recommandations."

75. La mission de terrain avait, elle, quatorze années d'âge, puisqu'elle fut réalisée en 1974.

76. Encore que ces derniers étaient des architectes formés dans des écoles d'architecture contemporaine et n'avaient aucune formation en restauration des bâtisses anciennes, ni en histoire de l'art. On imagine donc aisément les difficultés qu'ils pouvaient avoir dans l'exercice de leur travail de restaurateurs et les erreurs d'approche et d'application dans lesquelles ils pouvaient tomber.

77. Entendez par là la présence du Maroc dans les instances internationales telles que l'Unesco, l'Alecso ou l'Isesco: est-elle reconnue, productive et notoire? Au-delà, quel bénéfice le Maroc en tire-t-il?

78. Paris pour l'Unesco, Le Caire pour l'Alecso et Rome pour l'Iccrom.

79. L'accord définitif de ma nomination (nomination officielle) est parvenu au Ministère au tout début de 1988.

80. Voir Décret no. 2.82.800 publié au BO no. 3779 du 3 avril 1985.

services: la division des musées et de l'archéologie et la division des monuments historiques et des sites.⁸¹ Dès les premiers mois de responsabilité, je me rendis compte de l'intérêt d'avoir une entité chargée des Etudes et des interventions techniques. Cette dernière, je la jugeai indispensable pour arriver à concevoir les interventions à mener sur la base d'une approche scientifique qui prend en compte les trois éléments essentiels: l'histoire du bâtiment (et des éventuelles interventions qu'il a dû subir), les matériaux employés dans sa construction (et lors de travaux de préservation et/ou de conservation), et l'état de sa bâtisse.⁸² C'est que les travaux de restauration se faisaient très souvent chez nous sans étude préliminaire, ni analyses de matériaux. On se fiait à la maîtrise et au savoir-faire des *m'allmīn* (maîtres maçons), qui œuvraient sans qu'ils puissent baser leurs opérations sur une étude préalable des bâtisses sur lesquelles ils étaient appelés à intervenir. Or, selon les normes, le principe de base de toute opération de restauration est qu'elle mette en œuvre les opérations techniques les plus adéquates en parfaite connaissance de la valeur historique, artistique et/ou sociale du monument, ainsi que de l'authenticité des matériaux dont il est bâti. D'où l'importance fondamentale d'une étude préliminaire qui prend en compte ces principes; lesquels n'étaient tout simplement pas de mise dans nos inspections des monuments historiques. Elles étaient pourtant toutes dirigées par des architectes et leurs archives renfermaient des relevés anciens, des dessins et des descriptions plus ou moins détaillées, qui ont échappé à l'insouciance et à la négligence des responsables des premières décennies de l'Indépendance et qui pouvaient guider le travail. Mais à leur décharge, le manque de moyens, le nombre très réduit des inspections face à l'immensité du travail à accomplir,⁸³ le manque de connaissance de la part des inspecteurs de l'histoire générale du pays – et particulièrement de l'histoire de son architecture⁸⁴ – étaient de réels freins à l'accomplissement d'un travail méthodique et respectueux des préceptes et des normes tels que les instances

81. Le Décret no. 2-75-443 du 17 chaabane 1395 (26 août 1975) relatif aux attributions et à l'organisation du ministère chargé des affaires culturelles avait institué, par son article 5, deux divisions et trois services: la division de l'action culturelle et de l'enseignement artistique, la division des musées, des sites, de l'archéologie et des monuments historiques, le service administratif, le service de planification et de documentation et le service juridique. Le décret du 21 juin 1979, modifiant et complétant celui de 1975 introduira la création de la Division de l'Inventaire du Patrimoine Culturel.

82. Les travaux d'entretien (ou de reprise) n'étaient pas absents de la plupart des monuments et la stabilité de ces derniers dépendait de ces interventions périodiques. Mais bien souvent, lors des restaurations, on ne prêtait que peu d'attention à ces opérations antérieures.

83. A ma prise de fonction, il y avait pour tout le Maroc six inspections des monuments historiques: Tanger, Rabat, Fès, Meknès, Casablanca et Marrakech. La zone d'exercice de cette dernière par exemple englobait tout le Sud du Royaume, celle relevant de Meknès englobait la région Meknès-Tafilalet, c'est-à-dire qu'elle s'étendait en direction du Sud-est jusqu'à Figuig. Et très souvent, l'inspecteur n'avait pour collaborateurs qu'un ou deux techniciens.

84. Les inspecteurs des monuments historiques qui exerçaient alors étaient tous des architectes DPLG, formés pour l'essentiel en France. Ils avaient une bonne maîtrise de l'architecture moderne mais aucune réelle connaissance de l'architecture marocaine dans son évolution historique. Quant aux techniques de la restauration, ils n'en avaient eu aucune formation spécifique. Cette formation, les meilleurs et les plus hardis d'entre eux allaient l'acquérir sur le terrain, en agissant sur "le concret."

internationales spécialisées les ont établis.⁸⁵ Nos inspecteurs n'avaient pas tous cette "culture restauratrice" qui se réfère aux préceptes expérimentés et mis en application par les principales écoles de restauration internationales que sont l'école française,⁸⁶ l'école italienne⁸⁷ et l'école anglaise.⁸⁸ Le plus souvent on démolissait pour reconstruire "à l'identique."

Pour remédier à cette 'carence', j'eus recours à l'École de Chaillot⁸⁹ pour encadrer des stages théoriques et pratiques au profit de nos inspecteurs. Le but essentiel était pour moi de sensibiliser ces derniers à la nécessité de toujours procéder à un examen minutieux préalable du bâtiment à restaurer et de toujours documenter les diverses formes d'intervention à y réaliser. Le savoir-faire des professionnels de l'École de Chaillot me paraissait à même d'aider à cette sensibilisation. Certes, le Maroc ne disposait pas de moyens techniques nécessaires pour assoir ma vision des choses dans sa globalité. Nous n'avions ni laboratoires d'analyse des matériaux, ni équipements de relevé de haute précision comme celui permettant l'utilisation de la photogrammétrie par exemple.⁹⁰ Mais les moyens 'traditionnels' pouvaient remédier un tant soit peu à ce manque: les techniciens qui étaient en place dans certaines des inspections (Fès et Marrakech notamment) avaient assez de maîtrise pour réaliser d'excellents dessins et relevés.⁹¹

L'une des actions visant à renforcer sur le terrain local et régional la mission de restauration, préservation et sauvegarde de la direction était la création de nouvelles entités techniques ou spécialisées. L'idée de départ ambitionnait de procéder autant que faire se pouvait à une couverture de l'ensemble du territoire national. Mais le réseau des inspections des monuments historiques n'a pu s'enrichir que de deux

85. Le plus connu des textes du genre est *La Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites*, dite *Charte de Venise*, qui fournit un cadre international pour la préservation et la restauration des bâtiments anciens. Rappelons que cette Charte a été présentée et approuvée lors de la tenue du 2e Congrès international des architectes et des techniciens des monuments historiques, réuni à Venise (Italie) du 25 au 31 mai 1964.

86. Pour laquelle restaurer c'est repenser et re-panser le bâtiment.

87. Qui préconise de restaurer en laissant visible "les signes du temps."

88. Selon laquelle il ne faut point restaurer mais plutôt conserver les bâtiments et les maintenir en bon état.

89. Etablissement parisien qui forme les architectes du patrimoine et les spécialise dans la conservation et la restauration des architectures anciennes et traditionnelles, ainsi que dans les interventions en tissus urbains et paysagers.

90. Mon ambition, face à cet état des choses, était d'équiper la Direction d'une unité d'étude et d'analyse techniques de haut niveau. Je fus encore plus convaincu dans cette idée à la suite de deux missions effectuées à Madrid en 1990 et 1991, lors desquelles j'ai eu à visiter l'Institut de conservation et de restauration des biens culturels (ICRBC) (*Instituto de Conservación y Restauración de Bienes Culturales*), mis en place en 1985. J'avais même anticipé la création de ladite unité en procédant au recrutement de deux spécialistes, l'une en résistance des matériaux et l'autre en science et technologie du bois. Malheureusement, durant mes douze années de direction, je n'ai eu aucun appui ni aide de mon ministère de tutelle pour réaliser ce projet.

91. J'eus à relever cela une première fois lorsque je travaillais à la documentation de mon travail de 3^{ème} cycle sur les oratoires de quartiers de Fès, et une seconde fois lors de mes recherches à Marrakech pour les besoins de ma thèse d'État.

nouvelles inspections: celle de Safi et de Taroudant. L'une des raisons de cet échec était le manque d'architectes pouvant être nommés à la tête des nouvelles structures envisagées.⁹² En revanche, la formation au sein de l'INSAP a permis le recrutement de jeunes cadres de qualité, archéologues et anthropologues. En m'appuyant sur eux, je pus procéder à la réorganisation de quelques-unes des structures spécialisées existantes et à la création de nouvelles.

2. Réorganisation et/ou renforcement des services spécialisés existants

Au milieu des années 1980, le Ministère des Affaires Culturelles lança l'idée d'une enquête générale sur les architectures de terre qui marquent de leur présence séculaire les immenses territoires du Sud marocain. C'est que ce patrimoine commençait à être de plus en plus fragilisé par l'emploi des matériaux modernes de construction (briques industrielles; ciment armé...), et par l'abandon des habitants de leurs anciennes demeures pour des nouvelles. En l'absence d'institutions nationales spécialisées pouvant mener cette enquête, une demande fut adressée à l'Unesco. Ce fut finalement une mission conjointe Unesco-Pnud qui mena le travail d'expertise et qui élaborait un document de projet⁹³ consignait des conclusions et des recommandations, sur la base desquelles le Centre de Restauration et de Réhabilitation du Patrimoine Architectural des Zones Atlasiques et Subatlasiques (CERKAS) a été créé en 1990 et installé à Ouarzazate.⁹⁴ Le siège de son administration fut choisi à dessein. En effet, la kasbah de Taourirt qui l'accueillait était une ancienne demeure seigneuriale fortifiée, entièrement construite en terre, et qui formait l'un des principaux noyaux historiques de la ville. Elle fut le premier immeuble à connaître une restauration méthodique, s'appuyant sur les préceptes internationaux de la restauration-réhabilitation, et faisant appel au savoir-faire et aux matériaux traditionnels locaux. De ce fait, elle fut un véritable laboratoire permettant de mettre en œuvre le savoir architectural local et de tester la solidité et la viabilité des matériaux de terre ainsi que la possibilité d'en formaliser les principes technologiques.

Dans un premier temps, la direction du CERKAS fut assurée par deux ethnologues confirmés, puis par des architectes ayant travaillé sur les architectures de terre, avant qu'un lauréat de l'INSAP n'en prenne la charge.⁹⁵ L'expérience autant que la maîtrise engrangées depuis maintenant une trentaine d'années, ont fait du Centre de Ouarzazate un établissement au rayonnement national et international. La proximité d'Aït Ben Haddou, site du patrimoine mondial dont il a la responsabilité de gestion, a sans doute contribué à son aura.

92. Les textes en vigueur de l'époque stipulaient que seuls les architectes pouvaient être nommés inspecteurs. Or, ces techniciens préféraient s'engager dans d'autres administrations que celle de la culture, ou de se lancer carrément dans le privé, deux orientations jugées plus lucratives et valorisantes.

93. Voir, *Document de projet MOR/87/016* élaboré conjointement entre le ministère de la Culture, le PNUD et l'UNESCO.

94. Arrêté du Ministre des affaires culturelles n° 861-90 du 3 janvier 1990.

95. En l'occurrence Mohammed Boussalh qui la garde depuis 2003 jusqu'à nos jours. Avant lui, se sont succédés à la direction du CERKAS Mokhtar El Farouki, anthropologue, Faiçal Cherradi, architecte spécialisé, Mbarek Ait Lkaid, anthropologue et Amina Fadli, architecte.

3. Mise en place de nouvelles entités spécialisées

3.1. Le Centre des études alaouites de Rissani

A la fin des années 1980, le Ministère des Affaires Culturelles lança une série d'activités culturelles saisonnières à partir d'un réseau d'universités ouvertes. Les deux plus importantes furent l'université al-Idrīsī à Al-Hoceima, consacrée aux études méditerranéennes, et l'université Moulay Ali ach-Charif à Rissani, dédiée à l'histoire de la dynastie alaouite régnante. L'importance du Sud-est marocain non seulement sur le plan historique mais aussi patrimonial, a été à l'origine de la création dix années plus tard (en 1990), du Centre d'Etudes et de Recherches Alaouites (CERA). Installé à Rissani, dans un ancien bâtiment, le CERA a été conçu comme une unité d'étude et d'investigation devant s'employer à développer la recherche en histoire du Maroc moderne, et à identifier, inventorier et étudier le patrimoine matériel et immatériel de la région de Tafilalet. A la direction de cette entité, plusieurs spécialistes du patrimoine, dont deux lauréats de l'INSAP, se sont succédés, apportant chacun son expérience et son dynamisme.⁹⁶

3.2. Le Parc National du Patrimoine Rupestre

Parmi les composantes du patrimoine marocain longtemps délaissées, le rupestre. Dans les années 1990, il restait encore peu ou mal connu et sa préservation était un sujet de préoccupation permanente. L'importance numérique des sites et leur dispersion sur de vastes espaces, – dont certains sont montagneux et difficiles d'accès (Haut-Atlas), et d'autres s'étendant sur des aires désertiques ou semi désertiques très isolées – ne facilitait pas la tâche.⁹⁷ A cela s'ajoutait la carence de cadres spécialisés pouvant prendre en charge la gestion d'une telle richesse. Pour remédier à cela, j'ai procédé à la création d'une entité spécifique à la sauvegarde et à la préservation de ce fragile patrimoine: le Parc national du patrimoine rupestre (PNPR) voit le jour en 1994. Je choisis de l'installer à Tahannaout, une localité de moyenne importance mais la plus proche des sites du Haut-Atlas (Oukaïmeden; Yagour). A sa tête, j'ai mis Abdellah Salih, un jeune cadre que j'avais recruté et envoyé se spécialiser en France.⁹⁸

Le PNPR allait jouer un rôle de premier plan dans la conservation de ce legs. La compétence et la ténacité de ses directeurs successifs,⁹⁹ appuyés toujours par la

96. Se sont succédés à la direction du CERA: Lahcen Taouchikht, céramologue (1990-1996), feu Haddou Bouaghaz, archéologue (1996-1999), Aboulkacem Chebri, archéologue, lauréat de la première promotion de l'INSAP (2000-2006), Rachida Lakhal, archéologue lauréate de l'INSAP (2006-2010), Mohamed Bouchaara (2010-2013) et Abderrahmane Hmidani (depuis 2015).

97. "Le patrimoine rupestre marocain, riche de plus de trois cents sites, reste à ce jour en effet assez mal connu en dehors des spécialistes dans le détail de ses ressources," Michel Barbaza et Mohcine El Graoui, *L'art rupestre peint du Maroc. Sites rupestres de la région de Tan-Tan M'seid*, à paraître, 7.

98. Très actif, entreprenant et affable, Abdellah Salih (alias Abdellah Alaoui) restera en poste jusqu'en 2010 et gravira ensuite les échelons jusqu'à devenir, non sans mérite, Directeur du Patrimoine.

99. Mohcine El Graoui (2000-2010) puis Ahmed Oumous. Le premier est un spécialiste du quaternaire marocain, le second est archéologue, lauréat de l'INSAP (promotion 1996).

Direction centrale, a énormément fait bouger les lignes. D'un laisser-aller tenace des populations et des responsables, résultat d'une ignorance presque endémique envers ces témoignages du temps jadis, on est passé à plus d'attention, voire de bienveillance, facilement perceptibles auprès des pouvoirs publics et des instances élues locales. Les uns et les autres ne ménageaient plus leurs efforts pour encourager toute action initiée et menée par les scientifiques sur le terrain, et pour aider à la sauvegarde d'un tel héritage.¹⁰⁰

3.3. Le Centre d'Études et de Recherche sur le Patrimoine Maroc-Lusitanien d'El-Jadida

Cette entité est venue concrétiser un ambitieux projet de coopération entre le Portugal et le Maroc, lancé au tout début de 1990, et ponctué de visites mutuelles des responsables des deux pays. On se rendit compte qu'une longue histoire commune a marqué le destin des deux pays. Conquêtes et reconquêtes se sont en effet succédées,¹⁰¹ entraînant des déplacements et des mélanges de populations, des échanges multiples et variés, et des inter-influences socioculturelles. Il en est résulté un riche patrimoine fait de vestiges archéologiques, – découverts ou à découvrir –, et d'œuvres architecturales encore présentes dans les deux pays, sans oublier un nombre important d'us et coutumes que l'on rencontre aussi bien au Portugal qu'au Maroc, que ce soit dans la tradition orale, le langage, la toponymie, l'art culinaire, les chants, l'artisanat, ou dans certains métiers maritimes et agricoles, ainsi que dans différents comportements sociaux. L'étude, la préservation et la promotion d'un tel patrimoine, ont mené, naturellement, à la création d'un organe spécialisé. Ce fut le Centre d'Etudes et de Recherches sur le Patrimoine Maroc-Lusitanien installé à El-Jadida (CERPML) et inauguré en Juillet 1994.¹⁰² Depuis lors et jusqu'à nos jours cette institution est un élément fondamental dans les relations culturelles entre les deux pays. Elle constitue même l'exemple de ce pourrait être toute initiative future de coopération culturelle et patrimoniale.

1.3.4. le Centre des Études et de Recherches Andalouses de Chefchaouen

Bien qu'elle soit de moyenne dimension, la ville de Chefchaouen se caractérise par sa condition de "cité montagnarde," par le charme de son architecture authentique et la richesse de ses traditions unissant les mœurs et pratiques d'un milieu urbain typique aux us et coutumes d'un monde rural vivace. En effet, "les Jbala partagent un ensemble de traditions et de pratiques qui leur sont propres. L'alimentation, les costumes, la musique, l'artisanat et leurs différentes composantes constituent un

100. Leur appui a maintes fois permis de sauver les sites à la fois des pilleurs et des bergers, les étendues montagneuses constituant pour ces derniers de riches pâturages de hauteur.

101. Forte présence marocaine en Andalousie et en Algarve (surtout du IX^{ème} au XV^{ème} siècle), et importante présence portugaise sur les côtes marocaines de 1415 (prise de Ceuta), à 1769, année du début de la fin de cette présence par l'évacuation de Mazagan notamment.

102. De nos jours, dirigé avec compétence par Aboukacem Chebri.

ensemble de traits spécifiques.”¹⁰³ Cet état de fait a été à l’origine de l’inauguration dès 1985 d’un musée ethnographique, installé dans une aile de la majestueuse casbah des Banū Rāshid. Mais l’importance du patrimoine du pays Jbala appelait une meilleure prise en compte. Pour ce faire, je pris l’initiative, au début des années 1990, de créer une entité spécialisée. Le Centre des Etudes et de Recherches Andalouses (CERA) verra le jour officiellement en 1993.¹⁰⁴ Depuis lors, enquêtes et explorations de terrain, rencontres et conférences, publications et expositions se sont succédés faisant de Chefchaouen, en moins d’une décennie, un véritable pôle culturel.¹⁰⁵ De nos jours “La médina de Chefchaouen [reste] un patrimoine fragile et complexe où se croisent et se confortent les intérêts d’un nombre considérable d’intervenants. [Mais] le processus d’élaboration des études scientifiques et de projets de mise en valeur patrimoniale, est avancé par rapport à d’autres médinas avoisinantes, de même taille.”¹⁰⁶

1.3.5. Le musée national de la céramique à Safi

En 1994, des fouilles de sauvetage ont été organisées à Safi, sur le site d’un ancien cimetière intramuros portant le nom d’une sainte, Lalla Hniya L’Hamriya.¹⁰⁷ Les vestiges archéologiques et les tessons de céramique mis au jour par les opérations de terrassement et de voiries, ont été les indicateurs qui ont conduit aux travaux. Très vite, on se rendit compte de l’importance du site et l’examen minutieux des céramiques déterrées a permis d’attribuer les vestiges découverts à l’époque almohade. “Les vases à deux anses à parois verticales et carène au-dessus des anses, les céramiques à décor estampé et les lampes découvertes sur le site renvoient [en effet] à un contexte du XII^{ème} siècle. Cependant la présence de quelques éléments dont la datation remonte au XI^{ème} siècle tels que les vases à décor de type *cuerva seca* et quelques fragments de lampes à bec long indiquent la fréquentation du site dès l’époque almoravide.”¹⁰⁸ Les quantités importantes de céramique si ancienne mises

103. Cf. Mohammed Ater, Yildiz Aumeeruddy-Thomas et Younes Hmimsa, “Agrosystèmes traditionnels et savoirs agronomiques des paysans du pays Jbala (Rif occidental),” in *Jbala. Peuplement, langue et ruralité, Actes des Colloques de Chefchaouen, Taounate et Larache (2011, 2012, 2014)*, Coord. Mohamed Mezzine, Jacques Jawhar Vignet-Zunz et Fouad Brigui (Rabat: CERIJ, 2018), 150.

104. Décret no. 2.92.121 du 26 mai 1993 publié au BO no. 4216 du 18 août 1993.

105. Les nombreuses études engagées par des scientifiques et des institutions culturelles espagnols constituaient depuis longtemps l’essentiel des travaux et des publications. La contribution des intellectuels marocains qui n’était pas totalement absente, était peu importante et s’intéressait particulièrement à la littérature traditionnelle, à l’histoire et à l’exégèse. Pour avoir une idée sur cet état de fait, voir Mohamed Mezzine, “Les sources de l’histoire du nord du Maroc: une mémoire à rétablir,” in *Jbala*, 24-31.

106. Cf. Fatima Bouchmal, “La médina de Chefchaouen: aubaine culturelle ou proie de patrimoine en conflits (nord-ouest du Maroc),” *Akros, Revista de Patrimonio* 14 (2015): 73.

107. Ce cimetière qui se situait à quelques 300m de l’ancienne médina et du rempart portugais faisait partie d’un vaste espace qu’entourait la muraille almohade dont il ne subsistait alors que quelques tronçons. Au début de 1990, le terrain fut cédé par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques au Ministère de l’Habitat pour y aménager un lotissement d’habitation.

108. Rachid Arharbi et Badia Bakkache, *Fouille de sauvetage sur le site de Lalla Hnia El Hamria (Safi) (du 20 octobre au 30 novembre 1994). Note préliminaire*, inédite, 4.

au jour sont la preuve de l'ancienneté de la production céramique à Safi. "Cette activité a duré tout au long du Moyen-âge avant qu'elle ne soit suspendue à cause de la colonisation portugaise (1508-1541)."¹⁰⁹ Mais à partir du XVIII^{ème} siècle, Safi retrouvera sa place de centre important de production et le restera jusqu'à nos jours, attirant même de prestigieux céramistes tel que Boujemaâ Lamali. Les créations et les prouesses de ce dernier¹¹⁰ ont marqué l'histoire de la céramique marocaine, hissant les modèles "safioti" à la hauteur de la réputation de ceux de Fès ou de Sijilmassa.

Sur la base de ces deux critères, l'histoire et la production, je pris l'initiative d'ouvrir un musée à Safi. Je fus aussi encouragé dans cette idée par le fait que les travaux de fouille étaient devenus un événement inédit pour la ville. La curiosité poussait presque chaque jour les habitants à venir au bord du chantier non seulement pour "voir le spectacle," – le chantier étant devenu une attraction pour la ville – mais aussi et surtout pour poser mille et une questions. Par ailleurs, la moisson de tessons déterrés avait besoin d'être prise en charge, c'est-à-dire être conservée et étudiée. La plupart des fouilles pratiquées un peu partout au Maroc avait des dépôts. Il ne me paraissait pas opportun d'en avoir un à Safi car j'avais à l'esprit que rares étaient ceux d'entre ces derniers qui étaient bien tenus.¹¹¹ Les objets déterrés étaient assez souvent livrés à une dégradation progressive qui leur faisait perdre leur sens. Par méconnaissance – et non par malveillance –, on ne les faisait pas bénéficier d'une conservation à même de les sauver et de leur permettre de raconter leur histoire et celle du site qui les a produits. Par ailleurs, au public familier de la "colline des potiers"¹¹² et des boutiques de vente de leur production, il était important de présenter l'objet-phare de la cité (la poterie) dans sa dimension de vecteur d'un discours historique, social et civilisationnel. C'est ainsi qu'en 1990, un musée est créé à l'intérieur de Dār as-Sultān, monument historique dont une partie de la bâtisse remonte à l'époque almohade.

Dans la foulée, le musée de Safi est promu au rang de musée national de la céramique, réunissant et exposant quelques-unes des pièces maîtresses ou importantes venues de plusieurs musées du Maroc.

109. Arharbi et Bakkache, *Fouille de sauvetage*, 4.

110. Les spécialistes lui attribuent en effet plus de 450 formes et décors qui distinguent la production des ateliers de Safi des productions des autres villes, Fès notamment. Lamali s'est aussi distingué par l'ouverture d'une école dans son atelier, laquelle est considérée comme la première du genre au Maroc et en Afrique.

111. Je me rappelle bien ceux de Volubilis et aussi ceux de l'inspection des monuments historiques de Tanger (où étaient entreposés les objets déterrés des fouilles de Dchar Jdid notamment) qui avaient nécessité des missions spécifiques pour les organiser.

112. Sur cette colline de fours de potiers voir, Hamid Triki et al., *La colline des potiers. Histoire d'une ville et de sa poterie* (Casablanca: Éditions Lak International, 1993).

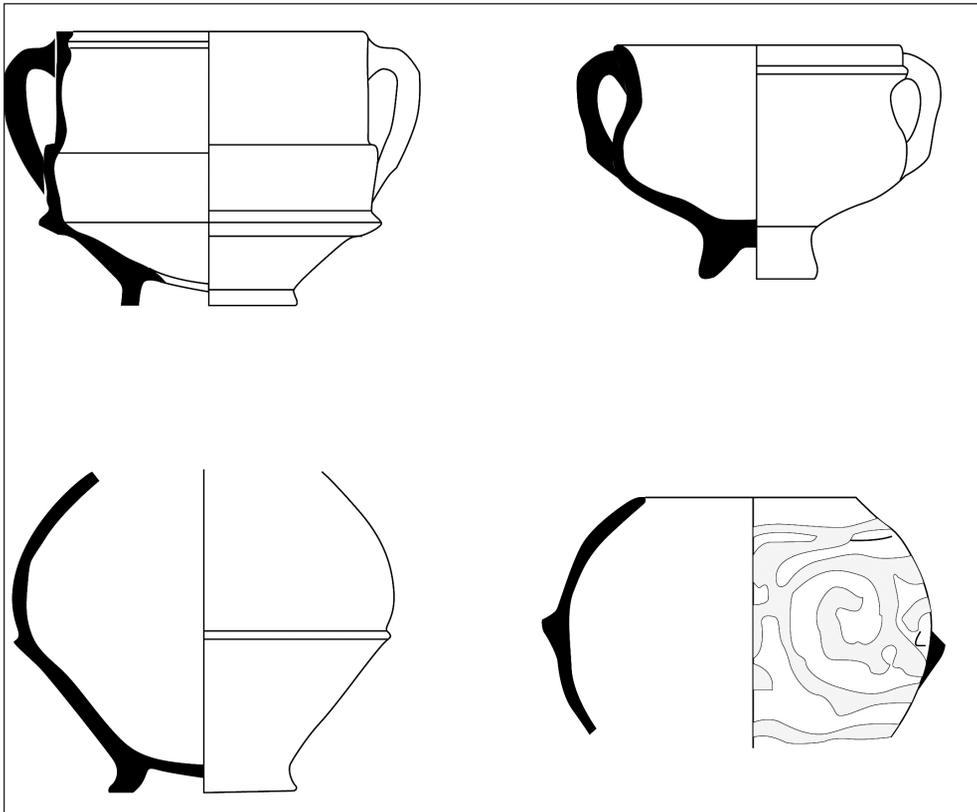


Fig. 4: Quelques exemples de la céramique commune et de la *cuerda seca* découverts au site de Lalla Hniya El Hamria (© Rachid Arharbi 1994)¹¹³

1.3.6. Le Musée des Arts Sahariens de Laâyoune

Partant des réussites enregistrées un peu partout par la création des centres et musées régionaux spécialisés, je me suis tourné, au milieu des années 1990, vers les provinces sahariennes du Royaume. La spécificité de la culture sahraouie, la richesse et la diversité de ses composantes, le poids des mœurs et des coutumes, le particularisme de certains de ses aspects (notamment le costume), appelaient la mise en place d'une structure muséale à la fois pour valoriser ce patrimoine et pour lui assurer une conservation et une sauvegarde à la hauteur de son importance.

Créé vers 1997, le Musée des Arts Sahariens (MAS) était programmé pour accueillir deux départements: un département ethnographique et un département archéologique. En attendant de développer les recherches archéologiques dans ces régions d'extrême Sud,¹¹⁴ ce fut le département ethnographique qui ouvrit le

113. Les dessins sont repris de la notice Arharbi et Bakkache, *Fouille de sauvetage*, avec autorisation bienveillante de Rachid Arharbi que je tiens à remercier.

114. Et de procéder au rapatriement des objets découverts par les archéologues et autres explorateurs espagnols et transférés dans des musées et établissements culturels des Iles Canaries ou de l'Espagne métropolitaine.

premier. Plus de 200 pièces y furent exposées représentant quelques facettes de la vie quotidienne, de la parure des femmes, des intérieurs des tentes, de l'élevage des chameaux et de l'artisanat. Le MAS fut parmi les premières structures culturelles de la ville de Laayoune et eut, dès ses débuts, un réel succès.

1.3.7. Contribution à la création du Musée des Arts du Bois à Fès

Dans le cadre du projet global de sauvegarde de la médina de Fès, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, un important mouvement de mécénat visant la restauration de monuments historiques spécifiques fut amorcé au tout début de 1990. L'un des monuments choisis fut Fondouk Nejjarine (menuisiers). Fondé au XVIII^{ème} siècle, ce dernier fut classé monument historique en 1916 tout en gardant ses activités de production et de commercialisation de divers objets en bois. En 1944, le bâtiment est confisqué par les autorités du Protectorat qui le transformèrent en Commissariat de police.¹¹⁵ Au tout début de 1980, le bâtiment désaffecté par manque d'entretien, est fermé et restera ainsi pour de longues années. Et ce n'est qu'en 1990 que, grâce au mécénat, il subira des travaux de restauration systématiques.¹¹⁶

En tant que monument classé, les travaux ont été menés sous la supervision de l'Inspection régionale des monuments historiques de Fès. Mais la réhabilitation des lieux une fois restaurés posait problème. Après deux missions de terrain pour le suivi des travaux, j'eus l'idée de réhabiliter le bâtiment en musée des arts du bois. C'est qu'une reprise de ses activités anciennes n'était plus possible ni même imaginable. Aussi fallait-il penser à une manière de revisiter l'histoire et la mémoire des lieux tout en leur redonnant une activité attractive. C'est ainsi que l'installation du musée fut entamée en 1996. Son inauguration officielle eut lieu deux années plus tard, en 1998. La très grande majorité des objets et pièces réunis pour l'inauguration furent amenés de plusieurs musées. Une campagne d'achat et d'acquisitions fut parallèlement lancée pour que le musée puisse avoir ses objets propres. Les articles ainsi réunis devaient relater les diverses facettes de l'utilisation du bois au Maroc, les instruments et outils du travail du matériau et les divers domaines de son emploi.¹¹⁷ La récolte et la présentation de ces objets si singuliers, choisis non pour leur beauté attractive ou leurs qualités propres, mais pour leur rôle de toujours dans la société marocaine à travers les âges, ont sauvé de l'oubli un patrimoine et des pratiques séculaires.

115. Il dut rester ainsi jusqu'à l'Indépendance en 1956. Pour cette nouvelle fonction, le Service des Arts Indigènes l'avait restauré et lui avait fait subir d'importantes transformations.

116. Le détail des travaux financés par la Fondation Karim Lamrani m'a été gracieusement fourni par Mohamed Chadli, conservateur du musée. Qu'il en soit chaleureusement remercié.

117. Ces domaines ont été relatés selon des thématiques précises. Ces dernières sont aujourd'hui les suivantes: les outils de menuiserie, les outils utilisant le bois par d'autres métiers, l'agriculture, les ustensiles de cuisine, les nécessaires de beauté, l'architecture, le mobilier et les jouets d'enfants, l'ameublement, le mobilier de mariage, les instruments de musique, le liturgique, l'enseignement religieux, les tablettes de droit coutumier (*llūh-s*), les luminaires, les armes.

1.3.8. Contribution à la création du musée du Judaïsme marocain à Casablanca

Au début des années 1990, le Professeur Simon Levy, dialectologue et fin linguiste,¹¹⁸ avait entamé un travail remarquable sur le patrimoine et la mémoire des Juifs marocains à travers les siècles. Ses pérégrinations aux quatre coins du Maroc et sa bonne connaissance des milieux marocains, citadin et rural, lui ont permis de saisir la profondeur de la vie sociale marocaine dans sa diversité et sa complexité. Il entreprit une large prospection à travers plusieurs villes et campagnes du pays à la recherche de tout ce qui fait le legs de la composante hébraïque de la nation marocaine. Sa curiosité l'amena à confronter les traces aux récits (écrits ou oraux), les monuments aux péripéties et les croyances aux paysages. Et pour rendre compte de cette participation à l'histoire et à la civilisation marocaine, il s'assigna un double objectif: œuvrer pour la réhabilitation des lieux de mémoire juive et sauvegarder, étudier et promouvoir le patrimoine hébraïque marocain. Pour cela, il avait besoin de moyens matériels conséquents et d'une autorisation administrative.¹¹⁹ Sur la base d'un dossier et d'une demande déposés à la Direction du patrimoine en 1996, l'autorisation lui fut accordée. Quant aux moyens matériels, il eut recours à la Fondation du Patrimoine culturel Judéo-marocain et surtout au mécénat, grâce auquel il ouvrit le Musée du judaïsme marocain à Casablanca en 1997.¹²⁰ Cette institution fut le premier musée de la capitale économique du Royaume et fut, à son ouverture, le seul musée juif ouvert dans un pays arabe et musulman.¹²¹ Ma contribution en tant que Directeur du patrimoine à son ouverture, outre l'accord administratif, a été la mise à disposition de Madame Zhouh Rehihil, brillante lauréate de l'INSAP (promotion 1991) pour y occuper le poste de conservatrice.¹²²

Les Parcs archéologiques de Sidi Abderrahmane à Casablanca et de Chellah à Rabat

La terre marocaine et la périphérie de Casablanca notamment, est l'une des régions du monde qui possède quelques-uns des endroits les plus anciennement occupés par l'homme et qui a suscité, depuis la fin du XIX^{ème} siècle et les tout-débuts du XX^{ème} siècle, l'intérêt des préhistoriens et des quaternaristes. Les recherches

118. Avec lequel j'avais des rapports d'amitié solides, nés de nos années d'enseignement à la faculté des lettres de Rabat où il était professeur de langue et de littérature espagnoles et où je donnais, en tant que vacataire, des cours d'introduction à l'archéologie. Simon Levy fut aussi Secrétaire général de la Fondation du Patrimoine culturel judéo-marocain.

119. A l'époque, toute personne voulant fonder une institution culturelle privée (notamment un musée), devait obtenir une autorisation de la Direction du patrimoine relevant du Ministère des Affaires Culturelles.

120. Le musée fut installé dans un ancien orphelinat d'enfants de 600 m², le Home Murdock Bengio, construit en 1948 et réaménagé pour l'occasion par l'architecte Aimé Kakon en 1995-96.

121. Le musée juif d'Istanbul par exemple n'a ouvert qu'en 2011.

122. Zhouh Rehihil avait fait un travail intéressant sur les saints juifs de Casablanca et était fonctionnaire du Ministère des affaires culturelles. Madame Rehihil est, de nos jours, l'une des meilleurs spécialistes du patrimoine juif marocain.

préhistoriques en ces lieux sont vieilles de plus d'un siècle.¹²³ Elles ont débouché *in fine* sur la mise au jour de contextes d'occupation définis comme faisant partie des plus anciens du pays, puisqu'ils s'échelonnent sur une période allant de 1 million d'années à 200 000 ans. Cette ancienneté et la valeur scientifique des gisements nous ont convaincu de la nécessité d'une préservation et d'une protection des vestiges et des carrières qui les abritent. C'est ainsi que j'ai lancé, en 1992, l'idée de la création d'un Parc Archéologique. Le site de Sidi Abderrahmane qui fut choisi pour l'occasion, constitue une référence unique pour la connaissance de la préhistoire et de la géologie quaternaire nord-africaine. Mais la réalisation du parc allait être confrontée à plusieurs obstacles. Une multitude d'actions et d'initiatives sont entreprises pour lever les innombrables – et parfois inextricables barrières – qui se dressaient sur notre chemin.¹²⁴ Une cellule spécifique chargée du suivi de la création de la “Conservation du Parc Archéologique de Sidi Abderrahmane” fut mise en place. Ses efforts louables et constants n'ont malheureusement pu “sauver” qu'une superficie de 5 ha pour abriter le parc. Ce dernier installé dans la “cunette de Sidi Abderrahmane” devait contenir le premier archéodrome du Maroc, englobant les sites archéologiques et un parc paysager comprenant un espace vert accueillant, une aire dédiée à l'archéologie expérimentale (taille de silex, moulage) et une aile administrative. Mais le plus important est que la fouille des sites de Casablanca¹²⁵ a été une formidable école de formation de laquelle sont sortis quelques-uns de nos meilleurs jeunes préhistoriens et quaternaristes: Mouhcine El Graoui, Rochdi Bernoussi et Abderrahim Mohib, notamment.

Le parc archéologique de Sidi Abderrahmane avait bénéficié de l'expérience très réussie du parc archéologique à Chellah que j'avais lancé dès 1989. Ce site majeur aux portes de la capitale Rabat, fut identifié par Ch. Tissot sur la base d'une “lecture attentive de la description faite de Sala... par l'historien du Ier siècle après J.C., Pomponius Mela (III, 10, 107)...; mais c'est seulement en 1930, en nettoyant le site de la végétation, qu'on commença à découvrir une partie des monuments morétains [sic] et romains de la ville ancienne. A cette découverte se sont ajoutées les trouvailles d'objets, de statues et d'épigraphies.”¹²⁶ Depuis, et surtout à partir de 1958, des fouilles importantes sont régulièrement conduites dans le site. Ce

123. “C'est incontestablement à Casablanca que s'inscrivent les plus belles pages de la préhistoire ancienne régionale depuis 1904,” Jean-Paul Raynal et Abderrahim Mohib, *Préhistoire de Casablanca. I- La Grotte des Rhinocéros (fouilles de 1991 et 1996)*, coll. VESAM, VI (Rabat: Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine, 2016), 11.

124. Parmi celles-ci on notera l'étendue du gisement (39 ha), l'assiette foncière, l'occupation anarchique des lieux (bidonville, pépinières, décharge), la vente de certaines parcelles aux promoteurs privés, l'absence d'un classement juridique du gisement etc.

125. Entreprise dans le cadre d'une solide coopération scientifique entre la Maroc et la France.

126. Lamia Hadda & Luciana Jacobelli, *Le parc archéologique de Chella* (Napoli: L'Isola dei ragazzi s.r.l. edizioni, 2008), 19.

dernier abrite aussi une nécropole royale mérinide dont les composantes¹²⁷ et les vestiges témoignent d'une époque où l'art de la construction avait franchi des étapes significatives de son développement. Mais Chellah n'est pas seulement un site archéologique; c'est aussi, pour les habitants de Rabat, un lieu de détente et d'évasion. Jusqu'à l'Indépendance et même au-delà, on y organisait *des nzahat-s*, ces sorties pique-niques en famille ou entre amis, où la musique *malhoun* n'est jamais absente. La végétation luxuriante et les vergers que les eaux de 'Ayn Aġna permettent, conféraient au lieu une atmosphère de sérénité et de quiétude prisées par les *rbatis*. Mais cette fréquentation importante n'était pas dénuée de dangers pour les vestiges archéologiques que le simple gardiennage ne pouvait éliminer. Par ailleurs, les habitués du site n'avaient pas idée de son importance historique et patrimoniale. Quand bien même certains l'avaient, des comportements par méconnaissance ou inadvertance pouvaient entraîner d'irréparables conséquences.¹²⁸

La richesse historique et patrimoniale de Chellah et la fragilité de certaines de ses composantes, en plus du fait que les recherches archéologiques y étaient toujours menées, m'avaient convaincu de la nécessité d'en faire un parc archéologique géré par une administration spécifique,¹²⁹ à laquelle j'avais défini les attributions suivantes:

- La gestion générale du site: suivi des recherches archéologiques et des restaurations touchant certaines parties dégradées (remparts, portes secondaires), mise en valeur des espaces verts intra-muros, sensibilisation du public, gardiennage;
- L'aménagement et le réaménagement des réserves où l'on entreposait objets et trouvailles déterrés par les fouilles et qu'on avait installé dans l'ancien hammam mérinide;
- La création d'un musée de site dans les locaux de l'ancienne "hôtellerie," sise à proximité immédiate de l'entrée principale du site.

Cet important travail s'est échelonné sur plusieurs années et a été mené par différents conservateurs, tous archéologues de formation et dont certains étaient des lauréats de l'INSAP.¹³⁰ Chellah prenait dès lors une autre allure: l'univers de

127. A commencer par la porte monumentale d'accès et en passant par l'hôtellerie, les mausolées et le bain. Sur Chellah, l'ouvrage déjà ancien de Henri Basset et Évariste Levi-Provençal, *Chella. Une Nécropole Mérinide* (Paris: Larose, 1923), reste une excellente introduction.

128. Comme ce qui s'est dernièrement passé. En effet, depuis bientôt deux ans (mi 2020), des travaux dits de réaménagement sont entrepris dans le site. Les premières interventions ont été menées sans un suivi par des archéologues spécialisés ou ayant travaillé sur le site, et ont entraîné la perte définitive de vestiges apparus sur le tracé de la piste d'accès réservée aux handicapés.

129. La Conservation du parc est créée en 1989. Le parc archéologique de Chellah fut le premier du genre au Maroc.

130. Le premier d'entre eux était Aomar Akerraz, antiquisant de renom et fin connaisseur du site. Après lui ce fut Ahmed Ettahiri, lauréat de la première promotion de l'INSAP (1990) et l'un de nos meilleurs spécialistes en archéologie islamique. Sont venus ensuite, successivement, Kenza Aamara, Mohammed Kbir Alouï, excellent antiquisant et lauréat de la deuxième promotion de l'INSAP (1991), Abdelkader Chergui, et Mustapha Ramdani, tous deux aussi lauréats de l'INSAP, affables et sérieux.

la curiosité qui s'en dégagait paraissait infini. Pour le visiteur, l'histoire antique et islamique du site s'est éclairée d'un nouveau jour. Sa valeur culturelle et les idées sur son passé pluriel ne relevaient plus d'un diffusionnisme de théories qui pouvaient paraître improbables, mais d'observations qui s'appuient sur une gestion et une explication intellectuelles des vestiges. La mise en ordre des choses se suffisait à elle-même: les vestiges, les objets et les différentes trouvailles sont identifiés comme des signes du temps, comme des preuves immuables de l'histoire du site et de ses prolongements.

Le mois du patrimoine

Le patrimoine culturel est un héritage sociétal qui témoigne des péripéties d'une histoire commune que l'on décèle dans le quotidien des citoyens. C'est pourquoi on n'insistera jamais assez sur le fait qu'il est nécessaire de le promouvoir, de le préserver et de le transmettre dans son authenticité aux générations futures. Ces idéaux, la communauté internationale les a fait siens dès la fin des années 1970. En 1977 le Conseil International des Musées (ICOM), avait lancé la *Journée Internationale des Musées* (JIM) dans un but de sensibilisation aux rôles majeurs de l'institution muséale: "les musées sont un moyen important d'échanges culturels, d'enrichissement des cultures, du développement de la compréhension mutuelle, de la coopération et de la paix entre les peuples." Depuis, l'évènement est devenu planétaire, fédérant chaque année un peu plus de musées à travers le monde autour d'un thème jugé important.¹³¹

Quelques années plus tard, en 1983, l'Unesco choisit de célébrer les monuments historiques en leur dédiant aussi une journée internationale. C'est que le monument est, par excellence, le témoin le plus évident de la succession des époques et que l'architecture est l'un des arts majeurs dans lesquels se manifeste la créativité autant que l'ingéniosité des hommes. La *Journée internationale des monuments et des sites* est, depuis, célébrée le 18 avril de chaque année.¹³²

A l'instar des pays du monde, le Maroc s'est engagé dès les années 80 dans ces célébrations. Mais en 1995, j'eus l'idée d'instaurer un Mois du patrimoine, commençant le 18 avril et se terminant le 18 mai. L'idée était de dépasser la seule organisation des 'portes ouvertes' qui permettent, en une journée, la découverte du patrimoine par des visites et des conférences et qui s'adressent le plus souvent à un public adulte et/ou averti. Je voulais qu'on s'ouvre sur plus de publics, et principalement sur les enfants et les adolescents. Ce sont ceux-là qui porteront dans l'avenir la fibre patrimoniale. Pour cela, il était important de leur inculquer

131. La JIM de cette année 2021 est organisée sous le thème de "L'avenir des musées: se rétablir et se réinventer." La JIM est célébrée le 18 mai de chaque année.

132. La première édition eut lieu en 1983.

une culture citoyenne du patrimoine. Le mois du patrimoine me paraissait être une opportunité à saisir: aux activités traditionnelles, nous pouvions adjoindre différentes animations pouvant faire découvrir le patrimoine de manière attirante. L'inauguration de cette nouvelle activité eut lieu à Chellah et le nœud de l'action fut l'organisation d'ateliers ludiques. Toutes les conservations des principaux sites emboîtèrent le pas. Des visites guidées aux musées furent aussi organisées. Par ces moyens directs et enthousiasmants, on essayait de faire comprendre à notre jeune public comment la valeur patrimoniale où qu'elle se trouve investie (dans les lieux, l'architecture, les objets) fonde une mémoire collective et jalonne les étapes d'une histoire commune forte que chacun s'approprie dans un même élan de fierté; et qu'au bout du compte, le patrimoine est vivant et est porteur d'avenir.



Fig. 5 et 6: Exemples d'Ateliers 'Découverte du patrimoine': initiation à la mosaïque (haut) et à la céramique (bas) (Rachid Agharbi, coll. personnelle)

Le patrimoine marocain aux instances internationales: Unesco, Icom, Iccrom

Le Maroc est devenu membre de l'Unesco en novembre 1956.¹³³ Depuis, il a adhéré à toutes les conventions initiées et adoptées par l'Organisation internationale et les a ratifiées.¹³⁴ Sa présence aux Assemblées Générales de l'Organisation et aux

133. C'est-à-dire depuis l'année même de son indépendance.

134. Il s'agit de la Convention de La Haye sur la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé (1954), la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicites des biens culturels (1970), la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (1972), la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001), la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003), la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005).

différentes réunions spécialisées ou thématiques qu'elle initie et organise n'a jamais souffert d'absences ni de manquements aux principes qui les régissent. Il fut assez souvent membre des bureaux dirigeant les différentes instances et a même présidé certaines de ces instances.¹³⁵

Cet heureux constat est celui que je fis lors de mes premiers temps à la tête de la direction du patrimoine. Mais ce fait incontestablement positif pour le Royaume, n'en demeurait pas moins insuffisant pour le rayonnement de sa culture et de son patrimoine. Le patrimoine national, dans sa diversité et sa richesse, n'était pas à sa place dans le concert des nations. Certes, trois sites majeurs avaient intégré la liste du patrimoine mondial.¹³⁶ Ce n'était pas à la hauteur de l'histoire, de la civilisation et de l'influence civilisatrice du Royaume. La raison était sans doute que le Maroc ne se faisait pas représenter aux différentes réunions de l'Unesco par des professionnels du patrimoine mais par des conseillers diplomates.¹³⁷ D'ailleurs, une consultation un tant soit peu attentive des rapports produits par ces derniers¹³⁸ sur les assemblées générales et les réunions techniques permet de remarquer aisément qu'ils n'en décrivaient, le plus souvent, que le volet administratif (déroulement des séances et résultats des discussions). Le fonds des problèmes et des questions abordées n'y paraît qu'en filigrane. Il n'était pas de tradition – ou exceptionnellement – de décortiquer la philosophie des idées et des orientations qui s'en dégagent. L'apport du Maroc était mis en avant surtout lorsqu'il s'agissait de questions relevant de la diplomatie ou de positions politiques de principe auxquelles le Royaume est attaché.

Afin de remédier à cet état de choses, je décidai de prendre part, personnellement, à toutes les réunions programmées par l'Organisation internationale. Il fallait que je m'imprègne du climat général dans lequel se déroulent les réunions, que je comprenne les mécanismes qui régissent le travail, que je saisisse les méthodes, les stratégies d'approche et les procédures internes de l'Organisme international... Mais eu égard aux prérogatives de mon département, c'était le Comité du patrimoine mondial qui m'intéressait le plus. Il fallait que j'en saisisse pleinement le fonctionnement pour que je fasse en sorte que le Maroc puisse hisser le niveau de sa présence et de son rôle en son sein. C'est ainsi que j'ai pris part aux assemblées générales et à toutes les

135. Dès 1958, le Maroc était membre du Conseil exécutif de l'Unesco en la personne de feu Mohamed El Fassi. L'importance du Royaume dans l'instance onusienne n'a cessé de grandir. Elle fut couronnée en 2001, par l'élection de Mme Aziza Bennani, alors Déléguée permanente du royaume à l'Unesco, à la présidence du Conseil exécutif de cette organisation, devenant ainsi la première femme arabe et africaine à accéder à cette prestigieuse responsabilité.

136. La médina de Fès (inscrite en 1981), la médina de Marrakech (inscrite en 1985) et Ksar Aït Ben Haddou (inscrit en 1987).

137. Relevant le plus souvent de l'Ambassade du Maroc en France qui représentait le Royaume auprès de l'Unesco car le Maroc n'avait pas encore de délégation propre dans cette instance onusienne.

138. Et dont une copie est toujours adressée par le ministère des affaires étrangères au ministère des affaires culturelles souvent pour information.

réunions du Comité.¹³⁹ Au sein de la Direction, à Rabat, j'ai mis en place un bureau chargé des relations avec le Centre du patrimoine mondial. Ce dernier est en effet, le département qui est en charge, à l'Unesco, du secrétariat du Comité. Il en est aussi la mémoire.¹⁴⁰

Ces différentes initiatives ont fini par porter leurs fruits. En effet, le Maroc est élu membre du Comité du patrimoine mondial en 1995. Une année plus tard (1996), il est élu membre du bureau de ce même Comité. En 1999 enfin, il organisa la 23^{ème} session du Comité à Marrakech¹⁴¹ au cours de laquelle le Maroc fut porté, en ma personne, à la Présidence du Comité pour l'année 2000.

En parallèle de cette ouverture sur l'Unesco, je pris deux initiatives d'égale importance: la mise en place du Comité national du Conseil International des Musées (Icom) en 1994 et du Comité National du Conseil International des Monuments et des Sites (Icomos) en 1997. A l'échelle internationale, ces Comités sont conçus comme des associations de professionnels ayant pour objectifs d'œuvrer au développement et à la promotion du patrimoine muséal pour le premier et à la protection, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel dans ses composantes monumentale et archéologique pour le second. Les Comités nationaux sont des courroies de transmission à l'échelle nationale des idées, initiatives et expériences que mènent les divers groupes de réflexion et/ou d'étude.¹⁴² Mais c'est avant tout un moyen de réunir les professionnels d'un pays et de fédérer leurs efforts¹⁴³ tout en leur permettant des ouvertures sur les organisations mondiales qui sont autant de forums d'échange, de communication et d'entraide. Le résultat immédiat de ces deux initiatives est que le patrimoine marocain, qui était quasi absent du débat, est devenu de plus en plus évoqué. Certes, le débat était interne aux Comités; il n'a pas

139. A partir de 1997, j'avais pris la décision de me faire accompagner par un jeune spécialiste du patrimoine d'une part pour l'exercer au travail de l'instance internationale et d'autre part pour assurer la relève. Mon choix s'est porté sur Ahmed Skounti, sorti major de la première promotion de l'INSAP (1990). Travailleur, intelligent, discipliné et humble, il est aujourd'hui une valeur sûre du Maroc et est devenu, par son abnégation, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux du patrimoine immatériel. Ses compétences ont fait de lui un des auteurs de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée par la Conférence générale de l'Unesco le 17 octobre 2003 et entrée en vigueur en 2006.

140. Pièce maîtresse du mécanisme, le Centre fut créé en 1992. Ses prérogatives sont les suivantes: organiser les sessions annuelles du Comité et de son Bureau et gérer la liste du patrimoine mondial (conseiller les Etats-parties sur la préparation des propositions d'inscription; coordonner la production des rapports périodiques sur l'état des sites inscrits; coordonner et organiser les actions d'urgence et l'assistance internationale du Fonds du patrimoine mondial; organiser les séminaires et les ateliers à caractère technique etc.).

141. Celle-ci se déroula du 29 novembre au 4 décembre 1999. Les Etats-parties présents avaient eu droit à une lettre royale de la part du Roi Mohammed VI, qui venait d'accéder au Trône, quelques mois plus tôt. Il est à signaler aussi que la réunion de Marrakech a été la première qui vit la participation personnelle de trente ambassadeurs accrédités auprès de l'Unesco. Ce fut de même à Marrakech que l'Afrique du Sud est devenue membre du Comité.

142. L'Icomos par exemple possède en son sein 28 Comités scientifiques internationaux.

143. L'Icomos-Maroc a réuni en son sein des archéologues, des historiens de l'art, des architectes, des anthropologues et des urbanistes.

tardé à devenir publique et à s'étendre. Au point que, de nos jours, un enthousiasme intellectuel s'est fait place dans l'opinion. Arrivera-t-il à influencer enfin sur le destin de ce patrimoine?

Bibliographie

- Basset, Henri et Henri Terrasse. *Sanctuaires et forteresses almohades*. Paris: Larose, 1932.
- Basset, Henri et Évariste Lévi-Provençal. *Chella. Une Nécropole Mérinide*. Paris: Emile Larose éditeur, 1923.
- Bazzana, André, Patrice Cressier, Larbi Erbat, Yves Montmessin et Abdelaziz Touri. "Première prospection d'archéologie médiévale et islamique dans le Nord du Maroc (Chefchaouen-Oued Laou-Bou Ahmed)." *Bulletin d'Archéologie Marocaine XV* (1983-1984): 367-450.
- Brignon, Jean. et al., *Histoire du Maroc*. Paris-Casablanca: Hatier, 1967.
- Hadda, Lamia & Luciana Jacobelli. *Le parc archéologique de Chella*. Napoli: L'Isola dei ragazzi s.r.l. edizioni, 2008.
- Hassar-Benslimane, Joudia, Christian Ewert, Abdelaziz Touri & Jens-Peter Wisshak. "Tinmal 1981, fouille de la mosquée almohade." *Bulletin d'Archéologie Marocaine XIV* (1981-82): 277-330.
- Raynal, Jean-Paul et Abderrahim Mohib. *Préhistoire de Casablanca. 1- La Grotte des Rhinocéros (fouilles de 1991 et 1996)*. Coll. VESAM, VI. Rabat: Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine, 2016.
- Terrasse, Michel. "Recherches archéologiques d'époque islamique en Afrique du Nord." *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 120^e année, 4 (1976): 590-611.
- Théliol, Mylène. "Le Service des beaux-arts, antiquités et monuments historiques, clef de voûte de la politique patrimoniale française au Maroc sous la résidence de Lyautey (1912-1925)." *Outre-mers* 98, 370-371, 1^{er} semestre (2011): 185-93.
- Vismara, Cinzia. "Le Rif oriental côtier dans les pages de voyageurs, explorateurs, historiens, archéologues, géographes: de Jean-Léon l'Africain à nos jours." *Antiquités africaines* 50 (2014): 141-99.

العنوان: الأركيولوجيا وعلوم التراث. البحث والتكوين والتدبير: تجربة ومسار حياة في الميدان

ملخص: يتناول هذا المقال المراحل الثلاث التي مر منها مساري المهني كباحث في الآثار أولاً ثم كموظف سام بعد ذلك. وقد امتد مساري هذا على ما يناهز أربعين سنة من الخدمة، بعدما أنهيت تكويني الجامعي بحصولي على دكتوراه السلك الثالث ثم الدولة في الآثار والفنون الإسلامية من جامعة باريس، وبعدها تمسرت على البحث والتنقيب في موقع بليونش شمال المملكة، ليُنصب اهتمامي على البحث والتكوين والتدبير. فزيادة على مشاركتي في التنقيب الأثري بموقع بليونش، همت أبحاثي الأثرية مواقع عدة من المغرب: تينمل بالأطلس الكبير وعين قرواش بمنطقة الغرب وكلا من ترغمة وتيغيساس وشفشاون بمنطقة جبال-غمارة ثم تريغوت بـإداس. أما التكوين الأكاديمي فبدأته بالتدريس في كلية الآداب بالرباط وتابعت بعد ذلك في المعهد الوطني لعلوم الآثار والتراث الذي كنت أحد مؤسسيه والذي تخرج منه معظم الباحثين والمحافظين الشباب الذين استعنت بهم في تطبيق سياسة إعادة هيكلة وتدبير التراث الثقافي الوطني خلال الإثني عشر سنة التي قضيتها على رأس مديرية التراث بوزارة الثقافة. وقد شكل كل من إعادة الهيكلة التي اتخذتها لإرساء سياسة نشطة للمحافظة على الإرث الثقافي وتثمينه داخل المغرب وخارجه، وكذا توفير المساعدة والتشجيع لكل مبادرة تأخذ نفس التوجه، كل ذلك شكل خارطة طريق اعتمدتها طيلة المدة التي قضيتها في مهام الإدارية. وما ترتب عليها من مسؤوليات.

الكلمات المفتاحية: البحث، التكوين، التدبير، التثمين، المعهد الوطني لعلوم الآثار والتراث، مديرية التراث.

**Titre: Archéologie et sciences du patrimoine. Recherche, formation et gestion:
Étapes d'un parcours**

Résumé: Le présent article retrace les trois étapes majeures de ma carrière d'archéologue et de haut fonctionnaire étalée sur une quarantaine d'années d'activité. Cette carrière a dû se construire sur une solide formation académique – couronnée par l'obtention d'un doctorat de 3^{ème} cycle puis d'un doctorat d'État en archéologie et histoire de l'art islamiques, obtenus à l'université de Paris-IV-Sorbonne – et un apprentissage de terrain acquis sur le site médiéval de Belyounech. Elle s'est exercée ensuite dans trois domaines d'égale importance: la recherche, la formation et la gestion. En plus des travaux accomplis à Belyounech, la recherche de terrain a intéressé plusieurs régions du Maroc: le Haut Atlas (Tinmal), le Gharb ('Ayn Qarwāsh), Jbala-Ghomara (Targha, Tigrisās et Chefchaouen), Dadès (Tirigiwt). La formation académique a débuté à la Faculté des Lettres de Rabat pour se poursuivre à l'INSAP, dont je fus co-fondateur. De cet institut sont sortis la plupart des chercheurs et conservateurs du patrimoine, sur lesquels je me suis appuyé pour mettre en œuvre ma politique de réorganisation et de gestion du patrimoine culturel national durant mes douze années à la tête de la Direction du patrimoine. La réorganisation du secteur dans le but d'asseoir une politique active de protection-préservation de l'héritage culturel, la promotion du patrimoine à l'intérieur comme à l'extérieur du Maroc et l'aide apportée à toute nouvelle initiative renforçant cette vision, ont constitué ma feuille de route tout au long de cette période de responsabilité.

Mots-clés: Carrière, recherche, formation, gestion, promotion, INSAP, Direction du patrimoine.